



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2535  
3 mars 2017  
1,20 € • DOM: 1,80€



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **LUTTE** **OUVRIÈRE**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**

## **Pour affirmer les exigences du monde du travail**



# **Nathalie Arthaud candidate à la présidentielle**

### **PSA**

**Bénéfices pour  
les uns, sacrifices  
pour les autres**

Page 13

### **Calais**

**Les migrants et  
leurs soutiens  
harcelés**

Page 6



**La révolution  
russe au fil  
des semaines**

Page 15



# Présidentielle : Nathalie Arthaud fera entendre le camp des travailleurs

Après que Sarkozy, Juppé, Hollande et Valls ont été évincés de la campagne, on nous a promis une présidentielle inédite. « Tout peut arriver », ont expliqué les commentateurs. En réalité, tout est déjà joué... au profit du grand capital. Car les principaux candidats veulent le servir.

Fillon, poursuivi pour avoir détourné un million d'euros d'argent public au profit de sa PME familiale, droitise encore sa campagne pour faire diversion. Parce que quelques casse-roles perturbent ses déplacements, il dénonce sans rire un « climat de quasi-guerre civile » ! En réalité, de la suppression des 35 heures à la hausse de la TVA, c'est lui qui prépare... la guerre sociale contre les travailleurs !

Macron a présenté un programme s'adressant aux « grands intérêts financiers », dénoncés il y a quelques mois par Bayrou, qui vient pourtant de se rallier à lui. Il veut pérenniser le CICE et le pacte de responsabilité, ces cadeaux de plusieurs dizaines de milliards au patronat. Comme Fillon, il veut supprimer des postes de fonctionnaires (120 000). Il veut augmenter la CSG, économiser 15 milliards sur l'assurance-maladie et 10 milliards sur l'assurance-chômage, et exonérer les actions et les obligations de l'impôt sur la fortune, c'est-à-dire l'essentiel de cette taxe dérisoire. Si, comme il le promet, il baissait la taxe d'habitation, un impôt certes injuste, ce serait aux dépens des communes les plus pauvres. Tout son projet est pour les riches.

Le Pen s'échine à se montrer différente de Macron et de Fillon. Mais, pas plus qu'eux, celle qui se prétend « candidate du peuple » ne touche aux riches. Son programme ne contient aucune mesure s'en prenant à leur fortune. Au contraire, elle est favorable aux cadeaux faits au patronat, comme le CICE. En revanche, elle s'attaque aux étrangers. C'est-à-dire à des migrants qui fuient la guerre ou une dictature féroce, ou encore à des travailleurs parfois ici depuis cinq ou dix ans, qui font tourner les chantiers, nettoient les bureaux et les trottoirs, ou travaillent dans les cuisines des grands restaurants. Diviser les travailleurs, c'est servir les capitalistes. Avec Trump, dont Le Pen est le sosie féminin, on voit comment un gouvernement peut pratiquer la démagogie contre les étrangers, tout en étant composé de multimilliardaires.

Hamon et le PS tentent de faire oublier le bilan des années Hollande. Celui-ci a accédé à l'Élysée avec le soutien de Hamon, des écologistes, du PCF et de Mélenchon. Hollande avait promis de faire reculer le chômage, et celui-ci a flambé. Les entreprises ont encaissé les aides, comme PSA, qui vient d'annoncer un bénéfice record de 2,15 milliards d'euros. Cette firme, qui se prétendait au bord de la faillite en 2012, a fermé une usine et supprimé au total 17 000 emplois, pour le plus grand bonheur de ses actionnaires ! Les voilà, les bénéficiaires du PS au pouvoir !

Les principaux candidats ont en commun le même parti pris : sans les capitalistes, pas de croissance, pas d'emplois. Du coup, il faudrait bichonner les patrons et accepter leurs quatre volontés. Mais non ! Ce sont les travailleurs qui font fonctionner toute la société et produisent toutes les richesses. Leurs emplois, leurs salaires, leurs conditions de travail et leurs pensions de retraite doivent passer avant les revenus des actionnaires et des PDG. Les travailleurs doivent mettre en avant leurs exigences. C'est le sens de la candidature de Nathalie Arthaud, présentée par Lutte ouvrière. Comme Arlette Laguiller, à qui elle a succédé, ce n'est pas une politicienne. Elle ne dit pas « Votez pour moi et votre vie changera ». C'est une salariée, qui se présente pour faire entendre le camp des travailleurs.

Face au drame du chômage, qui touche six millions d'entre nous, il faut répartir le travail entre tous, sans perte de salaire. Il faut prendre sur les profits, passés et présents, pour financer cela. Il faut interdire les licenciements et les plans de suppressions d'emplois.

Alors que le pouvoir d'achat ne cesse de se dégrader, il faut augmenter les salaires et les pensions d'au moins 300 euros. Aucun salarié ne doit gagner moins de 1 800 euros net.

Alors que des entreprises comme Vivarte (André, La Halle...) invoquent des pertes pour justifier la suppression de milliers d'emplois, il faut lever le secret des affaires. Les travailleurs doivent pouvoir contrôler les comptes des sociétés.

Voter Nathalie Arthaud, c'est voter pour faire entendre collectivement ces exigences, en faire des objectifs de lutte pour demain, face au futur président, quel qu'il soit.

## Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ	
Mélenchon et Hamon : deux candidats pour une même politique	4
La politique du PCF : ne jamais renoncer... aux renoncements	4
Le " futur désirable " de Hamon	4
Philippe Poutou à On n'est pas couché	4
Rapport d'Amnesty international : recul des droits en France	4
FN : séduire la finance	5
Gattaz : tout un programme	5
RSA : faire payer les patrons, pas les chômeurs	5
Surendettement : en baisse ?	5
8 mars : journée internationale des femmes	6
Migrants de Calais : harcèlement contre les réfugiés et ceux qui les aident	6
Lycée Blanqui - Saint-Ouen : élèves sans toit, rien n'est réglé	6
Logement : un droit qui ne pèse pas lourd	7
Cancers professionnels : le patronat responsable et coupable	7
Virés par mail	7
LGV Tours-Bordeaux : un joli cadeau pour Vinci	7
La Rochelle : surenchère antiouvrière à la mairie	7
Assurance-chômage : le patronat ne veut rien lâcher	12
Vallée de l'Arve : la pollution en plan	12

Sécu : la fraude XXL des patrons	12
Se soigner, c'est du sport	12
Saint-Denis d'Auvergne : 900 euros, la vie d'un bûcheron	12
Metaleurop : exploitateur-pollueur	12
DANS LE MONDE	
États-Unis : Trump, des discours aux actes	10
Encore une bavure policière qui ne sera pas jugée	10
Israël : permis de tuer ?	11
Égypte : prêt du FMI, attaque redoublée contre la population	11
Italie : esclavage des champs	11
Malnutrition, guerres, enfants en danger, profiteurs protégés	16
Espagne : l'électricité sous la coupe des capitalistes	16
Aquaculture : petit poison deviendra grand	16
ENTREPRISES	
PSA : les sacrifices pour les ouvriers, les bénéfices pour les actionnaires	13
Renault-Cléon : comité « d'accueil » pour Hollande	13
Air France : et ce sont eux qui gèlent les salaires du personnel	13
L'État fait dans l'assistanat... au patronat	13
Safran-Snecma - Corbeil : les travailleurs réclament leur part	14

Finances publiques - Paris : grève au ménage	14
Legrand - Limoges : patrons voleurs et menteurs	14
Usines Automative et Cyclam - Amiens : menace de fermeture	14
Politique climatique : ça rapporte	14
IL Y 100 ANS	
France 1917 : la colère contre la guerre	10
Révolution russe : entre pouvoir bourgeois et pouvoir ouvrier	15
LA CAMPAGNE DE NATHALIE ARTHAUD	
Préparer l'avenir : voter Nathalie Arthaud	8
Contre le FN : le vote utile ou les combats utiles ?	8
Contrôler les élus	8
Dans les médias	8
Du travail, il y en a : il faut le répartir entre tous	9
Pluie de dividendes sur les actionnaires	9
Halte aux suppressions d'emplois !	9
Le mythe d'une police républicaine	9
Réunions publiques	9

## Lutte ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte ouvrière* (rubrique « dans les kiosques ») on peut trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte ouvrière*.



# Macron : il ratisse large

Déjà soutenu par Gérard Collomb, maire PS de Lyon, Macron a été rejoint par l'écologiste et ancien candidat de la primaire de gauche François de Rugy, par le député socialiste Christophe Caresche, par Cohn-Bendit et surtout par Bayrou, qui le qualifiait pourtant il y a quelques semaines de candidat des « forces de l'argent ».



Dans le même temps, Macron a bien été obligé d'en dire un peu plus sur son programme.

Dans une interview au journal *Les Échos*, il a ainsi annoncé, s'il était élu, 60 milliards d'euros d'économies, dont 15 milliards sur l'assurance-maladie et 10 milliards sur l'assurance-chômage. Comment les réaliser, si ce n'est en s'en prenant aux frais de santé des patients et à l'indemnisation des chômeurs? Macron le dit d'ailleurs crûment : « *Quand vous perdez votre emploi, vous êtes indemnisé (...) et les prestations seront*

*strictement conditionnées à vos efforts de recherche, avec un contrôle drastique.* » Contrôler encore plus les travailleurs recherchant un emploi, sous-entendre qu'ils seraient responsables du chômage et, du coup, réduire leurs indemnités, quelle originalité! Dans la même veine, il propose la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires, et le retour d'un jour de carence en cas d'arrêt-maladie dans la fonction publique, mesure que Sarkozy avait mise en place en son temps.

Par contre, il veut pérenniser le CICE, supprimer totalement les charges patronales au niveau du smic, amener l'impôt sur les sociétés de 33% à 25% et exonérer de l'ISF la détention d'actions.

Pour faire bonne mesure il promet de baisser, voire de supprimer pour les plus pauvres, la taxe d'habitation. Cela lui permet d'avoir l'air de se préoccuper du pouvoir d'achat des classes populaires en prônant une mesure qui ne coûterait rien au patronat. Mais une telle mesure pourrait bien réduire un peu plus les ressources des communes.

Ce prétendu programme est bien dans la continuité des politiques menées par tous les gouvernements, sous Sarkozy comme sous Hollande. Alors, Macron est-il plus de droite ou plus de gauche? En tout cas, un serviteur de la bourgeoisie, c'est sûr!

Jacques Le Gall

# Fillon : quelle comédie!

Pour la deuxième fois, dans cette campagne présidentielle, Fillon a mis en scène sa situation judiciaire en annonçant mercredi 1<sup>er</sup> mars, dans un premier temps sans explication, qu'il ne se rendrait pas au Salon de l'agriculture où l'attendait une cohorte de journalistes.

S'en est suivie une matinée d'un suspense artificiellement et habilement mis en scène, pour en arriver à l'annonce théâtrale qu'il maintiendrait sa candidature, contre vents et marées, et contre ce qu'il a appelé un crime, non seulement contre sa personne, mais aussi contre la droite, et même contre la République et contre la France.

Le même qui joue les pères-la-vertu en expliquant aux classes

populaires qu'elles vivent au-dessus de leurs moyens, tout en ayant généreusement servi sa famille pendant des années, sans états d'âme et sans scrupule, se pose en victime, sous prétexte que la justice lui demande des comptes. Il n'est pas certain que son cinéma rameute suffisamment d'électeurs de son camp pour qu'il soit qualifié pour le second tour de cette compétition, qui tourne de plus en plus

à la mascarade.

Quel que soit le personnage qui sortira gagnant de ce qui s'apparente, de façon chaque jour plus visible, à une loterie, ce sera une politique au service des riches, de nos exploités, contre le monde du travail.

Les travailleurs, la population laborieuse, n'ont aucune raison ni aucun intérêt à entrer dans le jeu de ces gens-là. La façon la plus claire de faire entendre et comprendre qu'ils sont dans le camp de nos adversaires, de nos exploités, c'est, dans l'élection qui arrive, de montrer la force du camp des travailleurs, en votant pour Nathalie Arthaud.

Jean-Pierre Vial

# Violences policières : manifestations lycéennes

Depuis le viol de Théo à Aulnay-sous-Bois, des milliers de jeunes expriment leur colère en région parisienne et en province contre les violences policières, les contrôles au faciès et le racisme affiché par des policiers. Jeudi 23 février, des établissements ont été bloqués et près d'un millier de lycéens ont manifesté à Paris.

Leur indignation est d'autant plus compréhensible qu'un certain nombre d'entre eux connaissent ces vexations ou cette violence dans leur quartier. Et puis, comment des jeunes ne pourraient-ils pas être révoltés par l'agression d'Aulnay-sous-Bois, qu'ils soient ou non confrontés à la police dans leur quotidien?

Un certain nombre d'entre eux ont goûté à la matraque ou au gaz lacrymogène pendant le mouvement contre la loi travail. Comme lors des manifestations du printemps dernier, des centaines de CRS ont été déployés. La place de la Nation avait été encerclée par les unités de police et tous

les ingrédients étaient réunis pour des échauffourées.

Le ministre de l'Intérieur, Le Roux, a appelé à la fermeté contre les « casseurs » ; Valérie Pécresse, présidente Les Républicains de la région Île-de-France, l'avait précédé

dans ces déclarations à poigne ; Fillon y est allé aussi de son petit couplet. Tous ces politiciens sont plus prompts à dénoncer les manifestations de jeunes que les violences de la police.

Boris Savin



Rennes, manifestation de jeunes contre les violences policières.

## AGENDA

### Fêtes de Lutte ouvrière

#### Beauvais

Dimanche 5 mars  
à partir de 11 heures  
Espace Argentine  
15, rue du Morvan  
à 12 h : allocution  
de Nathalie Arthaud

#### Argenteuil

Samedi 11 mars  
à partir de 11 heures  
Complexe Jean-Vilar  
Boulevard Héloïse  
à 19 heures : allocution  
de Nathalie Arthaud

#### Creil

Samedi 11 mars  
à partir de 16 heures  
Salle Georges-Brassens  
à 18 h 30 : allocution  
de Roland Szpirko

#### Angers

Samedi 18 mars  
à partir de 16 heures  
Salle Aragon,  
rue Joseph-Bara à Trélazé  
à 19 heures : allocution  
de Nathalie Arthaud

#### Montbéliard

Samedi 18 mars  
à partir de 16 heures  
La Roselière,  
place du Champ-de-Foire  
à 19 h 30 : allocution  
de Michel Treppo



## LEUR SOCIÉTÉ

# Mélenchon et Hamon : deux candidats pour une même politique

Après avoir maintenu pendant des semaines le doute sur la possibilité d'une alliance, Jean-Luc Mélenchon et Benoît Hamon se sont finalement rencontrés vendredi 24 février. «*Je l'ai vu, a déclaré Hamon, et il m'a confirmé ce que je savais, c'est qu'il sera candidat*».

Cette annonce a mis un terme aux simagrées de Mélenchon qui, depuis la victoire de Hamon, ne cessait

de souffler le chaud et le froid.

Pour justifier son refus de retirer sa candidature, Mélenchon a fait état de divergences trop importantes sur la question de l'Union européenne. Ce n'est donc pas sur les intérêts des travailleurs et sur la politique antiouvrière menée depuis 2012 que Mélenchon veut se différencier du PS, mais sur le nationalisme, qu'il

appelle patriotisme, tout comme Le Pen. «*Il s'agit de se préparer à gouverner un grand pays*», s'est exclamé Mélenchon.

Concurrents, Hamon et Mélenchon le sont pour gouverner en refusant de s'en prendre au pouvoir des patrons. Ce qui implique, pour l'un comme pour l'autre, qu'ils sont prêts à s'y soumettre.

Hélène Comte

## La politique du PCF : ne jamais renoncer... aux renoncements

Le porte-parole du Parti communiste, Olivier Dartigolles, est intervenu lundi 27 février sur France info pour défendre «*un pacte majoritaire à gauche*», comme l'avait fait Pierre Laurent une semaine auparavant.

«*Cette idée du rassemblement de la gauche n'est pas derrière nous, elle est devant nous*», a répété Olivier Dartigolles, cette fois dans une interview au journal *L'Opinion*. Alors que, la veille, Hamon et Mélenchon avaient fait clairement savoir qu'il n'était pas question d'alliance, le PCF persiste et signe.

Il faut «*trouver un accord avec les forces et les personnalités [de gauche] qui veulent tourner la page du Hollandisme*», nous dit Dartigolles. Mais ce sont ces mêmes forces qui ont participé à son gouvernement, comme Hamon ou l'ont soutenu, en appelant à voter pour lui en 2012, comme Mélenchon. Quant à attribuer la responsabilité de la

politique antiouvrière de ce gouvernement de gauche au seul Hollande, c'est un mensonge. Tous les gouvernements de gauche ont mené des attaques contre les travailleurs, du blocage des salaires de 1982 sous Mitterrand en passant par la CSG de Rocard, les privatisations de Jospin, jusqu'à la loi travail.

La direction du PCF ne propose rien d'autre à ses militants que de faire campagne pour une nouvelle mouture de l'union de la gauche.

L'union de la gauche, celle qui a existé en 1981, bon nombre des militants du PCF en ont fait l'amère expérience. Après la victoire de Mitterrand, ce fut aux militants du PCF que



les travailleurs, en colère contre les premières mesures antiouvrières prises par ce gouvernement auquel participaient quatre ministres du PCF, demandèrent des comptes. Ces trahisons ont déboussolé les militants dans les entreprises, démoralisé les travailleurs, et fait le lit du Front national.

La seule alternative à ces impasses électoralistes, pour les militants soucieux de défendre les intérêts de leur classe, est de retrouver la confiance dans la force des travailleurs et dans leur capacité à faire reculer le patronat à travers leurs luttes collectives.

Aline Rétesse

## Rapport d'Amnesty International : recul des droits en France

«*Un état d'exception qui menace les droits fondamentaux. Des catégories de personnes sont particulièrement visées, mais c'est toute la société qui subit cette restriction des droits et des libertés*» : tel est le jugement porté par Amnesty International dans son rapport annuel à propos de la situation en France depuis l'instauration de l'état d'urgence.

Amnesty international dénonce la restriction des libertés d'expression et d'association, la

permission de fouille des bagages et des véhicules par les forces de police sans autorisation d'un juge. Le rapport pointe aussi la remise en cause du droit à manifester, particulièrement au moment du mouvement contre la loi travail, marqué par les brutalités policières.

L'ONG a recensé plus de 4 551 perquisitions sans autorisation judiciaire, dont seulement 0,3% ont conduit à une enquête liée à des activités terroristes, et 612 assignations

à résidence, dont celles d'opposants à la Cop 21. Aucune des personnes assignées n'a ensuite été poursuivie dans une enquête pour terrorisme ; par contre, certaines ont perdu leur emploi et ont été poussées à la marginalité.

Le rapport de l'ONG vient confirmer que sous Hollande, et sous prétexte de lutte contre le terrorisme, la brutalité de l'État s'expose de plus en plus sans complexe.

Boris Savin

## Le « futur désirable » de Hamon



Manifestation de travailleurs portugais en octobre 2016.

En visite à Lisbonne, Hamon a présenté le gouvernement du Premier ministre socialiste Antonio Costa comme un bon exemple d'une union de la gauche réussie.

Depuis quinze mois en effet, Costa gouverne avec le soutien de toute la gauche. Son programme était de mettre fin à six ans d'austérité, en augmentant les salaires et les retraites et en renforçant le service public. Où en est-on aujourd'hui ?

Même si Costa a mis fin au blocage des retraites et a augmenté le smic de 27 euros au 1<sup>er</sup> janvier, un salarié sur trois gagne moins de 700 euros et un Portugais sur cinq est en dessous du seuil de pauvreté (433 euros). Le smic est à 557 euros, le minimum vieillesse et invalidité à 263 euros. Le

chômage touche 10,5% des salariés, 26,5% des jeunes. 550 000 salariés sont à temps partiel. L'âge de la retraite est à 66 ans et trois mois, et passera à 67 ans d'ici 2019.

Les fonctionnaires sont aujourd'hui un peu plus nombreux : il y a moins de départs en retraite et Costa procède à quelques embauches... en CDD ! Car, sur les 110 000 salariés de la fonction publique, 20% sont précaires. Costa, qui avait promis de les titulariser, a mis sur pied un groupe de travail, qui rendra ses conclusions en octobre. Il n'y aura donc pas de titularisations avant 2018.

Si le « futur désirable » de Hamon est calqué sur le modèle portugais, il ne risque pas de faire rêver beaucoup les classes populaires.

Vincent Gelas

## Philippe Poutou à On n'est pas couché : une séquence instructive

Ça a bien rigolé sur le plateau de l'émission *On n'est pas couché* du samedi 25 février. Ce n'est pas nous qui reprocherons aux animateurs et aux animatrices de se taper sur les cuisses parce que l'une d'entre elles s'est mise à bafouiller. Ce sont des choses qui arrivent à bien d'autres, y compris à ceux dont le gagne-pain consiste à interpellier leurs invités, voire à les rouler dans la farine dans le but de distraire les téléspectateurs.

Ce soir-là l'invité était Philippe Poutou, candidat du NPA à l'élection présidentielle, qui, tout comme notre camarade Nathalie Arthaud, n'a jusqu'à présent guère pu bénéficier de temps de parole dans les médias sur les chaînes nationales. Il semblait aller de soi que la moindre des choses aurait été qu'on ne lui dérobe pas, par cette séance d'hilarité

collective, les rares minutes qu'on lui avait octroyées. En effet, cette émission étant enregistrée, cela ne posait aucun problème de supprimer une séquence déplacée, et qui a choqué, à juste titre. Pas seulement parce qu'elle n'ajoutait rien au débat, mais aussi et surtout parce qu'elle ruisselait de condescendance et de mépris à l'égard de l'invité et, bien au-delà, visait à tourner en dérision les idées qu'il représente et les classes populaires dont il se veut l'un des défenseurs.

Mais le spectacle qu'on nous a servi n'aura pas été inutile, car ainsi des dizaines de milliers de téléspectateurs auront pu être témoins de la façon dont on considère, dans ce petit milieu, les classes populaires et ceux qui refusent de se coucher devant les vents dominants.

J.P.V.



## FN : séduire la finance

Pendant que, sur les estrades de campagne, Marine Le Pen fait mine de fustiger les candidats soumis « aux puissances d'argent », son entourage rencontre beaucoup plus discrètement certains de leurs représentants.

D'après le quotidien *Les Échos*, Jean Messiha, énarque et coordinateur du projet présidentiel de Le Pen, a récemment rencontré des « investisseurs », c'est-à-dire des banquiers. De même Bernard Monot,

économiste du Front national, s'est adressé à des responsables des banques Barclays et UBS ainsi qu'à des représentants du fonds spéculatif Black Rock, un milieu qu'il connaît bien, ayant fait carrière dans la banque et l'assurance. De son propre aveu, il leur a tenu ce discours : « Nous allons honorer la signature de la France, et nous nous engageons à maintenir la stabilité économique, monétaire et financière du pays. »

En clair, les financiers et les capitalistes n'ont rien à craindre d'une arrivée du FN au pouvoir, leurs intérêts passeront avant tout le reste.

Les discours contre la finance, c'est bon pour les meetings. Dans les salons de la bourgeoisie, on parle sérieusement de la façon de servir les intérêts du capital. Et, pour le FN, l'objectif a été atteint : les banquiers ont été rassurés.

Lucien Déroit

## Un parti d'affaires comme les autres

Le FN n'est pas encore au pouvoir, il ne contrôle que quelques villes, mais il est déjà englué dans les affaires politico-financières. Le Pen n'a rien à envier aux Fillon, Sarkozy, Balkany ou Cahuzac. Elle est du même monde.

Elle se pose en « candidate du peuple », mais elle et ses proches connaissent toutes les ficelles pour remplir les caisses de leur parti et, pour certains, leurs comptes personnels.

Ses vociférations sur le prétendu complot des

juges, ses menaces contre les hauts fonctionnaires de la justice, ne doivent pas cacher la réalité : Le Pen est une bourgeoisie prête à servir sa classe, tout en n'oubliant pas de se servir.

M. R

## Gattaz : tout un programme

Pierre Gattaz, le patron du Medef, n'est pas candidat à la présidentielle, mais il annonce déjà ce que le patronat attend du futur élu.

C'est un festival de mesures en faveur des grands patrons et des riches ! Financement de l'assurance-maladie par la TVA ou la CSG, baisse de 30 milliards

des cotisations sociales, baisse de l'impôt sur les sociétés, 100 à 115 milliards de coupes dans les budgets publics, non-remplacement de deux départs sur trois dans la fonction publique, fin de l'impôt sur la fortune, retraite à 65 ans et promotion de la retraite par capitalisation, licenciements

encore plus facilités.

Alors, ne nous laissons pas endormir par le cirque électoral, préparons-nous à faire ravalier sa morgue au patronat. Et le premier pas, pour les travailleurs, c'est de formuler leurs propres exigences dans cette élection !

N.S.

## Surendettement : en baisse ?

Il y aurait aujourd'hui de moins en moins de personnes surendettées. C'est ce qu'annonce la Banque de France, qui a vu le nombre de dossiers de surendettement déposés à ses guichets diminuer de plus de 10% en 2016.

Il ne faudrait pas croire pour autant que le nombre de ceux qui sont asphyxiés par les dettes serait en baisse. Si les dossiers de surendettement sont moins nombreux, c'est que les

recours aux crédits à la consommation ou autres crédits renouvelables aux taux usuraires sont moins fréquents. Et s'ils sont moins fréquents, c'est que les conditions d'obtention ont été durcies.

Quant à ceux qui ne peuvent pas joindre les deux bouts et sombrent dans les difficultés insurmontables à cause des arriérés de loyers, de gaz, d'électricité, de cantine et autres, ils sont loin d'être moins nombreux.

Même la Banque de France le dit : « Le montant des arriérés de charges courantes (logement, énergie, transport...) et des autres dettes (dettes familiales, caution) a augmenté de près de 38%, en cinq ans. »

Pour vivre décemment, c'est-à-dire assurer tout ce qui est nécessaire à une vie normale sans l'angoisse des dettes, il est vital d'arracher un revenu décent pour chacun !

Sophie Gargan

## RSA : faire payer les patrons, pas les chômeurs



Beaucoup de politiciens, à droite comme à gauche, mènent des campagnes démagogiques contre les bénéficiaires des minimas sociaux et contre ce qu'ils appellent avec mépris l'assistanat.

Comme si se retrouver au chômage et privé de toute ressource était un choix ! Mais il est plus facile de s'en prendre aux plus pauvres, au 1,7 million de personnes qui perçoivent le RSA, qu'aux patrons licenciers.

Le nombre des chômeurs dépasse le million depuis les années 1980. Un certain nombre de travailleurs se sont retrouvés sans aucun revenu parce qu'ils n'avaient plus droit à une indemnité chômage ou parce qu'ils n'y avaient jamais eu droit. En 1984, une allocation spécifique a été mise en place. Puis, en 1988, le gouvernement socialiste a créé le revenu minimum d'insertion, le RMI. Celui-ci, qui n'est qu'un système de charité étatisé, a été présenté comme une mesure sociale. Son nom et les modalités d'application ont varié, mais aucun gouvernement, quelle que soit sa couleur politique, ne l'a remis en cause. Le chômage de masse, qui concerne tous les pays du monde, rend la société explosive. Ce revenu minimum joue le rôle d'amortisseur social.

Les gouvernements ont inventé différents contrats de travail, dits d'insertion, qui sont réservés aux allocataires du RSA. Ces contrats précaires, à temps partiel, remplacent des salariés à temps plein dans des associations, des hôpitaux, l'éducation ou les transports... Des menaces de suspension des versements sont utilisées pour imposer à ces chômeurs de prendre quelques heures de travail ou de participer à des ateliers couture, repassage, jardinage ou rénovation, parfois sans aucune rémunération.

La baisse des salaires, l'accroissement de la précarité, les demandes des

patrons pour des contrats de quelques heures, l'exaspération de salariés en incapacité de vivre avec des revenus inférieurs au revenu considéré comme minimum, ont justifié la création du RSA activité en 2009. Les règles d'attribution ont été modifiées, pour que ceux qui ont un petit boulot de quelques heures, très faiblement rétribué, touchent un revenu complémentaire, et du coup acceptent ces contrats.

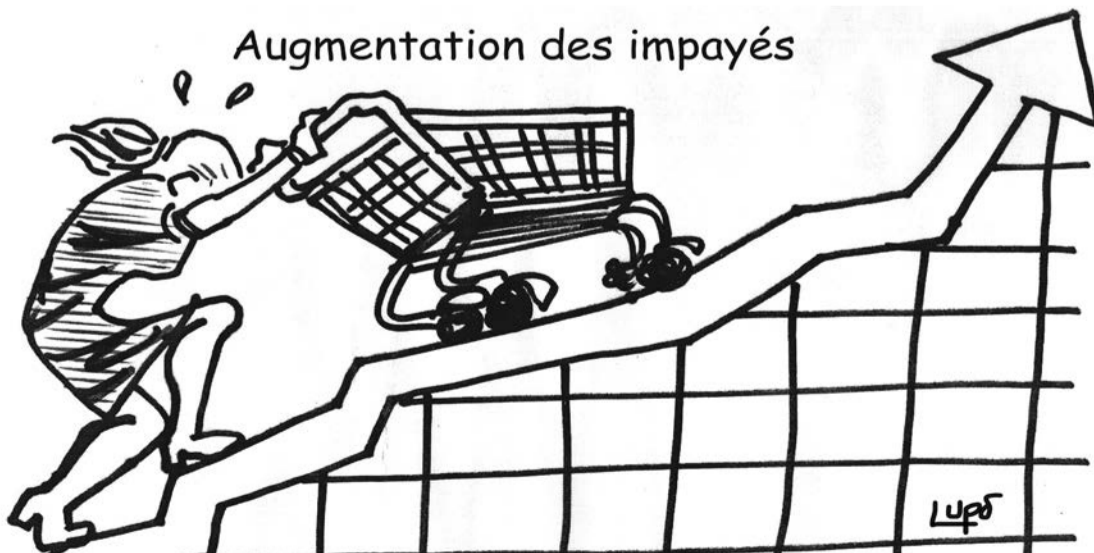
Du fait de l'augmentation du nombre de bénéficiaires, les départements, qui en ont la charge, ont de plus en plus de mal à financer le RSA. Entre 2009 et 2015, leur nombre a augmenté de 44%. Pourtant, un tiers des bénéficiaires potentiels du RSA comme seul revenu n'en font pas la demande, de même que deux tiers de ceux qui pourraient obtenir un complément avec le RSA activité.

Pour réduire les coûts, les idées fleurissent dans les états-majors des départements. Le département du Nord vient de retirer 100 euros à ceux qui ne seraient pas inscrits à Pôle emploi alors qu'ils devraient l'être, et 400 à ceux qui n'auraient pas répondu aux convocations. Le département du Haut-Rhin avait pour projet d'imposer un travail d'utilité publique à chacun.

Ces mesures antipaupres sont révoltantes. Ces politiciens, qui dénoncent le coût du RSA évalué à 12 milliards d'euros, n'ont aucun état d'âme à verser au patronat des aides qui représentent au bas mot 200 milliards d'euros.

Les responsables du chômage, ce sont les patrons. C'est eux qu'il faut faire payer.

Inès Rabah





## 8 mars : Journée internationale des femmes

C'est en 1910 que les militantes de la II<sup>e</sup> Internationale décidèrent d'organiser chaque année au mois de mars une journée internationale de lutte pour défendre les revendications propres aux femmes, avant tout l'égalité des droits avec les hommes et le droit de vote. Sept ans plus tard, le 8 mars 1917 (23 février selon le calendrier russe) c'est à l'occasion de cette journée que les ouvrières de Petrograd se mirent en grève, quittèrent le travail, bientôt rejointes par les ouvriers dans des manifestations qui allaient être les prémisses de la révolution russe. Et c'est pour commémorer l'action des ouvrières de Petrograd que, à partir de 1920, la Journée internationale des femmes fut précisément fixée au 8 mars.

Aujourd'hui, dans les pays les plus riches, les femmes ont conquis, dans la loi, les mêmes droits que les hommes. Mais dans la vie réelle, il n'y a pas d'égalité : à travail égal, leurs

salaires sont inférieurs à ceux des hommes, le chômage et la précarité les frappent davantage. Quant au droit légal d'accès à l'interruption volontaire de grossesse, il est toujours remis en cause, ne serait-ce que par la fermeture des services et des centres médicaux.

Ailleurs, des femmes sont contraintes à afficher la situation d'opprimées à laquelle on veut les réduire, en cachant leur corps de la tête aux pieds. Et partout des femmes sont victimes de violences sexuelles et sexistes, dans la rue, au travail comme à la maison.

L'émancipation des femmes est encore bien loin d'être un acquis, et le combat pour le respect des droits de toutes les femmes



reste d'actualité.

Alors, même officialisée par les pouvoirs publics, la journée du 8 mars reste l'occasion de montrer sa solidarité avec toutes celles qui, de par le monde, combattent pour la conquête et l'égalité des droits des femmes.

Sophie Gargan

## Lycée Blanqui – Saint-Ouen : élèves sans toit, rien n'est réglé

Depuis plusieurs mois, sept élèves du lycée Blanqui, situé à Saint-Ouen, dans la région parisienne, n'ont toujours pas de logement fixe. Ils sont ballotés d'hôtels en hôtels, souvent très éloignés du lycée, et craignent chaque soir de se retrouver à la rue.

Pendant plusieurs mois, certains ont même dormi dehors, dans des garages ou des parkings. Dès mi-décembre, tout le personnel du lycée, parents et lycéens se sont mobilisés pour qu'ils puissent tous avoir un logement décent qui soit pérenne. Ils ont organisé des collectes, fait signer des pétitions et appelé à des manifestations. La préfecture de Seine-Saint-Denis, après être restée totalement muette durant des semaines, a fini par envoyer un mail pour dire qu'elle s'en occupait. Mais depuis, il n'y a eu de sa part aucune proposition permettant de régler vraiment la situation.

Ainsi, pour ne donner qu'un exemple, suite à des semaines de mobilisation, deux des lycéennes, une de terminale et sa plus



La manifestation de soutien aux élèves sans toit, le 12 janvier.

petite sœur, et leur mère ont fini par être hébergées dans un hôtel, après avoir dormi toutes les trois, au plus fort de l'hiver, dans des abribus. Mais cet hôtel est situé à Sevran, très loin du lycée, et elles doivent faire plus de deux heures de trajet pour y aller et la même chose pour en revenir. Le pire est cependant l'incertitude dans laquelle elles vivent, car il ne s'agit que d'un hébergement très provisoire et elles peuvent être amenées du soir au lendemain à déménager. Leur vie est rythmée par les SMS du 115, comme celui-ci : « Vous êtes maintenues dans le même hôtel jusqu'au 6 février. On vous

contactera pour la suite à cette date. » Et le jour dit, elles peuvent être prévenues à 21 heures de l'obligation de se déplacer pour un autre hôtel situé à l'autre bout d'une ligne de RER. Leur vie est donc très précaire.

Ils sont des milliers chaque année à se retrouver dans cette situation. Pour la seule région parisienne, 11 630 mineurs ont été pris en charge par le Samu social, le 115, dans des centres ou dans des hôtels, en janvier 2016. Soit 1 200 jeunes de plus que pour tout 2015. Une situation tout simplement inacceptable.

Aline Rétesse

## Migrants de Calais : harcèlement contre les réfugiés et ceux qui les aident

Le démantèlement du bidonville de Calais en octobre dernier, organisé par le ministre Cazeneuve, a été présenté quasiment comme une opération humanitaire. Mais il était aussi un message politique envoyé à la population : l'objectif de l'État, c'est « tolérance zéro migrant ».

C'est aussi celui de la maire LR de Calais, Natacha Bouchart. Avec cette destruction, il n'y a plus à Calais aucun lieu d'hébergement officiel, ni aucun lieu de distribution de nourriture. Les conteneurs de l'ex-centre d'accueil, qui hébergeait 1 500 personnes, sont vides ; la centaine de salariés de l'association chargée par l'État de leur gestion est toujours sous le coup d'un plan social, et la municipalité a sorti un arrêté interdisant tout accès au site de l'ancienne « Jungle » pour insécurité et insalubrité. Le sous-préfet de Calais, Vincent Berton, a affirmé récemment qu'« il n'y a ni campement ni squat dans le Calaisis ». Il s'agit pour les autorités de prouver que leur politique répressive est efficace.

Et pourtant, il n'a fallu que quelques mois pour que les migrants reviennent, toujours poussés par l'espoir de franchir clandestinement le détroit qui les sépare de l'Angleterre. Dès le 12 janvier, un responsable de la police aux frontières (PAF) déclarait que « 1 500 migrants par mois environ sont découverts sur le port et le site du tunnel sous la Manche ». Mais les migrants se cachent : la police a ordre de les déloger dès qu'ils s'installent quelque part, leur demande leurs papiers, les envoie en centre de rétention, puis ils sont relâchés... jusqu'à la prochaine fois. Ce sont des réfugiés interpellés ou des primo-arrivants découvrant que la « Jungle » n'existe plus, mais surtout des mineurs isolés qui ont quitté les centres d'accueil et d'orientation où ils étaient hébergés aux quatre coins du pays, qui viennent d'Irak, du Soudan et surtout d'Érythrée.

Aussi, dès janvier, les associations d'aide aux migrants (l'Auberge des migrants, Salam, le Secours catholique...) ont repris leur activité. Ils font des maraudes, sillonnant les rues dans des véhicules

avec des sacs de couchage, des vêtements et des repas chauds, à la rencontre de réfugiés qui tentent de survivre dans les températures glaciales de l'hiver, perdus, surtout après une tentative ratée de passer « de l'autre côté ». Aujourd'hui, sur la lande près de l'ancien camp, ce sont des centaines de repas qui sont distribués chaque nuit.

Les migrants seraient actuellement près de 500, et cela commence à se voir, ce qui pose un problème à la maire soucieuse de l'image de marque de sa ville, toujours prête à flatter les préjugés xénophobes. Aussi s'est-elle attaquée début février à ceux qui les aident. Le Secours catholique ayant fait livrer deux modulaires de douches destinés aux migrants sur son propre terrain, la mairie a aussitôt fait installer un conteneur à ordures devant le portail du local pour en bloquer l'accès et empêcher la livraison du troisième modulaire. Le tribunal administratif qui a été saisi a enjoint à la municipalité de libérer l'accès de la propriété.

Mais les autorités s'acharnent. Depuis, des fourgons de CRS sont postés en permanence devant l'entrée, embarquent les migrants qui viennent s'y doucher, traitent les bénévoles comme des délinquants ou des passeurs. L'association ayant saisi le défenseur des droits, le procureur a rétorqué que ces contrôles ont lieu en toute légalité.

Voilà que le Secours catholique est devenu une dangereuse association qui menace l'ordre public à Calais.

Mais il est tout de même réconfortant de voir que, dans cette ambiance nau-séabonde créée par la politique ignoble du gouvernement – avec laquelle rivalise la mairie – il y a des femmes et des hommes qui se dressent pour venir en aide aux réfugiés.

Correspondant LO



# Logement : un droit qui ne pèse pas lourd

Le 5 mars 2007 était votée à l'unanimité une loi sur le « droit au logement opposable » (DALO) qui, sur le papier, permet à toute personne sans logement, mal logée, menacée d'expulsion ou dont la demande de HLM est sans réponse depuis plusieurs années, d'obtenir que l'État lui fournisse un logement dans les mois qui suivent.

C'était une façon de répondre à l'émotion suscitée dans la population par la situation des sans-logis installés par une association, les Enfants de don Quichotte, dans des centaines de tentes sur les bords du canal

Saint-Martin à Paris. Mais, comme cette loi ne s'est accompagnée d'aucune mesure pour construire les logements nécessaires, dix ans après, le bilan est édifiant.

57 000 ménages, pourtant considérés comme

prioritaires selon la loi DALO, sont en attente d'une proposition de logement depuis un à sept ans, constatait en décembre dernier une mission d'évaluation créée à l'initiative du gouvernement et pilotée par une députée socialiste. Et ce n'est que la partie émergée de l'iceberg, car beaucoup de personnes qui répondent aux critères de la loi n'y ont pas accès parce que la procédure est compliquée. Pour celles qui malgré tout ont rempli les papiers nécessaires,

les commissions chargées d'examiner leurs dossiers leur opposent de plus en plus de refus, à tel point que « le nombre de ménages reconnus au titre du DALO est en baisse », alors qu'une aggravation de la crise du logement est manifeste.

Le préfet du Var, par exemple, a félicité les membres de la commission de son département d'avoir « su respecter les instructions préfectorales données », faisant baisser le taux de décisions favorables à 22 %, contre 50 %

les années précédentes. Ces félicitations s'adressent en fait à lui-même, puisque ces commissions, dans lesquelles le demandeur n'est ni présent ni même représenté, sont entièrement nommées par le préfet. À l'échelle nationale, le nombre de ménages ayant été acceptés a chuté de 32 473 en 2013 à 25 593 en 2015.

Mais ceux à qui ce droit au logement a été reconnu vont attendre encore longtemps... un logement !

Jean Sanday

## Cancers professionnels : le patronat responsable et coupable



Le 28 février, le Parlement européen a commencé l'examen d'une nouvelle directive « pour la protection des travailleurs contre l'exposition aux substances cancérogènes », mais il est d'ores et déjà clair que ce n'est pas elle qui protégera les ouvriers de la soif de profit patronale, proprement criminelle en ce domaine.

100 000 travailleurs meurent chaque année en Europe d'avoir été exposés durant leur travail à des produits cancérogènes. Et encore ne s'agit-il là que des cas officiellement recensés.

La réglementation adoptée en la matière par l'UE n'apportait jusqu'ici qu'une protection dérisoire aux travailleurs, et c'est pourquoi les dirigeants européens promettaient depuis plusieurs années déjà sa révision à la hausse.

Le texte soumis au Parlement a en effet été préparé en amont par un comité scientifique composé d'experts tout dévoués au patronat. Ses membres sont presque tous salariés ou consultants d'industries utilisant des produits dangereux, l'un d'eux assiste même les industriels dans les procès que leur

intentent les familles de travailleurs victimes de cancers ! Résultat : alors que les syndicats réclamaient des seuils d'exposition pour 71 substances à l'origine de cancers, le comité n'en a retenu que 18, excluant par exemple les vapeurs de diesel. Pour ce qui concerne les valeurs limites autorisées, ces experts ont systématiquement repris les propositions patronales. Selon les calculs de l'Agence européenne des produits chimiques, la valeur retenue pour le chrome hexavalent « garantit un cancer du poumon sur dix travailleurs exposés ».

Mais les industriels savent imposer, auprès des faiseurs de lois, en Europe comme en France, le respect de leurs intérêts criminels.

Stéphane Fort

## LGV Tours-Bordeaux : un joli cadeau pour Vinci

- Pour la première fois, une ligne à grande vitesse (LGV) fait l'objet d'un partenariat public-privé.
- Vinci, par l'intermédiaire du consortium Lisea qu'il détient à 30 %, a obtenu une concession de cinquante ans pour gérer et exploiter cette ligne entre Bordeaux et Tours.

L'ouverture est prévue pour le 2 juillet. La SNCF et les éventuels autres utilisateurs de la LGV devront alors verser un péage à Lisea lors de chaque passage d'un train sur cette ligne. D'ores et déjà, des responsables de la SNCF dénoncent le montant exorbitant de ce péage, qui pourrait être jusqu'à 50 % plus cher que sur la LGV Paris-Lyon.

Les péages versés dépendent de la quantité de rames et pas du nombre de

voyageurs, la SNCF a voulu limiter le nombre d'allers-retours, avec des trains plus remplis. Les négociations avec Lisea ont duré des mois, jusqu'à aboutir à un compromis favorable à Lisea : plus de 33 allers-retours quotidiens, dont 18 directs entre Paris et Bordeaux. La SNCF affirme que, dans ces conditions, la LGV ne sera pas rentable. Elle annonce un déficit de 90 millions d'euros pour les six mois d'exploitation qui auront lieu en 2017...

avec comme conséquence probable l'augmentation des tarifs sur cette ligne, pour limiter le déficit.

Ce partenariat public-privé a été décidé en 2008, pendant le gouvernement Sarkozy-Fillon, sous le prétexte que les finances publiques étaient en trop mauvais état pour soutenir cette dépense et que Réseau ferré de France (devenu depuis SNCF Réseau) était trop endetté pour s'en charger. Un cercle vicieux, où la dilapidation de l'argent public en faveur des capitalistes et des banques conduit les gouvernements à faire de nouveaux cadeaux aux capitalistes du BTP.

Valérie Fontaine

## La Rochelle : surenchère antiouvrière à la mairie

Au moment où l'affaire Fillon montre qu'on peut se gaver de 5000 euros par mois d'argent public pour zéro heure travaillée, les élus de la ville de La Rochelle, cités par le journal *Sud-Ouest* du 20 février, font de la surenchère pour imposer du travail gratuit aux agents territoriaux, qui font tout tourner sur l'agglomération, des services d'assainissement jusqu'aux écoles et bibliothèques.

Le maire Jean-François Fontaine (dissident PS), lui-même patron multimillionnaire dans le nautisme, leur a imposé depuis 2017 une augmentation du temps de travail de 1529 à 1607 heures par an, sans augmentation du salaire. Face à une importante mobilisation de plus d'un an, il a dû cependant concéder

une prime de 50 euros par mois, soit 7,70 euros l'heure supplémentaire ! Mais c'est encore trop pour le conseiller municipal du parti de Fillon, Bruno Leal, candidat des Républicains aux législatives à La Rochelle. Il dénonce le fait que l'économie de 2,4 millions d'euros espérée, avec le travail

gratuit imposé aux territoriaux, serait amputée par le coût de cette prime, estimé à 1 million.

Eh bien oui, où va-t-on, si même un maire et patron expert en démagogie antiouvrière est obligé de reculer un peu face aux grévistes ?

L.S.

## Virés par mail

70 salariés de la banque en ligne ING viennent d'apprendre leur licenciement par mail. À vrai dire, ce mail ne leur était pas destiné, il leur avait été envoyé par erreur.

Ce mail, qui annonçait la fermeture de trois agences, mettait en garde les directions locales des risques à éviter : grèves,

mauvaise publicité pour la marque, etc.

La banque ING, qui compte 52 000 salariés dans le monde, a fait 4,65 milliards d'euros de bénéfices en 2016. Raison de plus pour maintenir tous les emplois en réparant le travail entre tous !

V.M.





## Préparer l'avenir : voter Nathalie Arthaud

Le vote pour Nathalie Arthaud est une façon de faire entendre les exigences du monde du travail. Mais c'est aussi affirmer la nécessité que les travailleurs se regroupent autour de leurs intérêts en formant un courant politique.

Dans toute la société, la bourgeoisie dispose de multiples relais pour défendre ses intérêts. À l'opposé, les travailleurs doivent avoir un parti qui exprime leurs objectifs politiques et fasse entendre leur point de vue, celui de la majorité qui n'exploite personne, sur toutes les questions de société. Un tel parti ouvrier se

revendiquerait forcément des idées communistes révolutionnaires, car ce sont les seules idées qui s'opposent irréductiblement à la dictature que la bourgeoisie fait peser sur la société.

En mettant fin à l'isolement des travailleurs, il consoliderait leur conscience d'appartenir à un même camp, celui du monde du

travail, et de constituer une force face au patronat. Ce parti ouvrier pourrait devenir le pivot de bien des luttes collectives, l'inspirateur, le coordonnateur, le gardien des expériences collectives.

Un tel parti reste à construire. Voter ne suffira pas à le faire. Mais voter, c'est un premier pas. C'est en exprimant la conscience. C'est exprimer la volonté que les travailleurs se regroupent et constituent ce parti. Et c'est appeler les autres à le rejoindre.

M. A.

## Échos de campagne

En plus des meetings programmés cette semaine, à Orléans le 1<sup>er</sup> mars et au Mans le 2, Nathalie Arthaud a répondu à diverses invitations. Elle a pris la parole à un Parlement des étudiants et à une radio étudiante, Fréquence ESJ, radio Internet d'une école de journalisme. Cela lui a donné l'occasion d'être interviewée pendant une heure sur des sujets aussi divers que le débat qui sera organisé par TF1 avec cinq candidats, la déclaration de Macron sur la colonisation, crime contre l'humanité, ou encore le coup de communication de Le Pen au Liban. Sur la question des débats politiques réservés aux candidats dits grands,

les jeunes journalistes soulignent eux-mêmes que, lors des primaires de la droite et de la gauche, tous les candidats avaient participé aux débats, quelle que soit leur taille supposée. Enfin, Nathalie Arthaud a pu développer les différents axes de

notre programme.

Lors de son intervention au Parlement des étudiants, Nathalie Arthaud a succédé à Marion Maréchal-Le Pen, qui était venue avec sa petite claqué d'étudiants très bon chic, bon genre. Elle y a donc pris l'exact contre-pied de ce qui venait d'être dit, que ce soit sur les violences policières et le racisme ou sur l'Europe et l'internationalisme.

BFM a poussé les murs pour lui accorder sept minutes dans un JT de 16 heures, alors que cette chaîne compte bien une dizaine de vrais interviews ou débats politiques!

Et elle a aussi eu droit à sa première et peut-être dernière interview dans *le Parisien*. C'était une vraie interview de plus de dix lignes... qu'il fallait chercher dans les pages loisirs télévision à propos justement de l'égalité du temps de parole dans les médias.

## Dans les médias

Public Sénat/Sud Radio. Lundi 6 mars, invitée de la Matinale à 8 heures

Radio Classique. Vendredi 10 mars à 7 h 50

On n'est pas couché, France 2. Samedi 11 mars à 23 heures

Journal de 20 heures TF1. Mardi 14 mars

Les quatre vérités, France 2. Mercredi 15 mars à 7 h 40

Invitée LCI. Samedi 25 mars de 8 h 40 à 8 h 50

Invitée Seule en plateau, LCI. Vendredi 31 mars de 17 h 30 à 18 heures

Attention : les horaires des émissions peuvent être modifiés indépendamment de notre volonté.

## Contrôler les élus

Interrogée par TMC sur le contrôle de la vie publique, à la question « Les élus doivent-ils être contrôlés par les sénateurs, les députés ? », Nathalie Arthaud a répondu que cela ne rimerait à rien, pas plus que d'en charger la Cour des comptes ou une autre institution du même genre. Car cela ne signifierait pas les mettre sous le contrôle de la population mais, au contraire, laisser entre eux tous ces gens qui vivent dans leur monde. « Je crois que ce contrôle doit être exercé par la population, par les journalistes : ces données doivent être absolument publiques, transparentes »,

Marion Ajar

## Du travail, il y en a : il faut le répartir entre tous !

Pour vanter son idée de revenu universel, Hamon explique qu'il n'y a plus de travail et qu'il faut se préparer à une société sans plein emploi. Cela vise à exonérer le grand patronat du chômage de masse.

Dans quasiment toutes les entreprises, des heures supplémentaires sont imposées, parfois même sans être rémunérées. Chez Renault, les accords de compétitivité de 2013 ont imposé le vol de 18 à 21 jours de RTT. Chez PSA, les samedis obligatoires pleuvent sur les ouvriers. Partout, les cadences ont explosé. Chaque travailleur sait qu'on lui demande un effort plus intense mettant en péril sa santé. Les troubles musculaires et les maladies professionnelles se multiplient. Tout cela est le signe

tangible d'une exploitation accrue.

Dans les services publics aussi il y a du travail en quantité. Dans les hôpitaux, les écoles, les crèches, tous croulent sous la charge de travail. L'urgence absolue serait d'embaucher. On a vu comment une simple épidémie de grippe pouvait créer la panique dans les hôpitaux, par manque de personnel. Il faudrait aujourd'hui construire un million de logements par an pour répondre au drame des mal-logés. En parallèle, combien d'ingénieurs, de



maçons, d'électriciens, etc. au chômage ne demandent qu'à travailler?

C'est cela la réalité : les

emplois disparaissent, supprimés par le patronat, mais pas le travail!

M. A.

## Le mythe d'une police républicaine

Nathalie a reçu un courrier adressé par un ancien policier et militaire qui, tout en s'affirmant communiste, pense que la police est une institution comme les autres, souffrant avant tout du sous-effectif. Il explique y avoir « trouvé des gens ouverts » et même y avoir « défendu les idées communistes et trouvé de l'écho chez certains ». Voici des extraits de la réponse de notre camarade :

« Cher Camarade, (...) Évidemment, il y a toutes sortes de policiers. Et si certains se comportent comme de vrais soudards, d'autres non (...) Bien des policiers, par leur quotidien,

sont aux premières loges des drames de cette société, comme d'autres professions d'ailleurs. Cela peut en révolter certains. Cela peut en pousser d'autres au cynisme (...).

Tu fais le parallèle entre l'armée, la police et les autres « institutions » comme tu dis, comme la santé ou l'enseignement. Et là, je ne suis plus d'accord avec toi, car l'armée et la police ne sont pas des institutions comme les autres.

La police et l'armée sont des appareils de répression, dont l'objectif fondamental est de réprimer. Réprimer des travailleurs quand ils

contestent ou quand ils se révoltent, réprimer des peuples à travers le monde quand ceux-ci ne sont plus soumis au dictateur local qui sert les intérêts des capitalistes français. Valls a envoyé les CRS contre les travailleurs durant la mobilisation contre la loi El Khomri, comme dans le passé un de ses prédécesseurs socialistes, Jules Moch, avait envoyé l'armée contre les mineurs en grève.

Bien sûr, la police a d'autres fonctions, qui apparaissent comme utiles à la population, que tu cites toi-même : soutenir les femmes battues, les gamins meurtris. (...) Mais il n'empêche. En

tant que communiste révolutionnaire, je suis opposée à l'existence d'appareils de répression au-dessus de la population, indépendants d'elle, ayant autorité sur elle, dont les membres ne sont pas élus et qui n'ont de comptes à rendre qu'à leurs supérieurs.

Ma conviction est qu'il serait possible de construire un État infiniment plus démocratique que l'État actuel, en permettant à toute la population de participer directement à toutes les tâches de police et de justice, ou d'exercer un contrôle permanent sur ceux qui en ont la charge (...).

Fraternellement »  
Nathalie Arthaud

## Pluie de dividendes sur les actionnaires

Mille milliards de dollars de dividendes ont été versés par les 1 200 plus grandes entreprises du monde, selon les calculs d'un gestionnaire de fonds britannique.



Campagne à Maisons-Alfort

Les plus chanceux sont les actionnaires français du CAC 40, qui se sont partagé 51 milliards d'euros, près de 12 % de plus qu'en 2015, notamment ceux de Sanofi, Total, Vivendi, BNP et Société générale.

C'est en menant une guerre féroce contre les travailleurs, en bloquant les salaires, en accélérant les cadences, en imposant toujours plus de sacrifices et d'efforts, que les capitalistes extorquent ces milliards.

Pour maintenir le pouvoir d'achat des travailleurs, les salaires doivent augmenter. Aucun salaire mensuel ne doit être inférieur à 1 800 euros net!

A. V.



Le meeting d'Amiens.

## Contre le FN : voter utile... ou mener les combats utiles

« Faire barrage à Le Pen » est l'un des arguments de plusieurs candidats pour appeler à voter pour eux.

Mais les élections ne sont qu'un moyen d'expression. On ne combat pas la réaction, le poison raciste, les divisions entre travailleurs, avec un vote! Voter pour faire barrage au FN est une illusion, qui revient à vouloir casser le thermomètre pour faire baisser la fièvre.

Les idées du FN progressent depuis des décennies, à la faveur des politiques menées par les gouvernements qui ont fait la démonstration de leur abdication totale devant les intérêts des puissants. Face à cela, Le Pen progresse, car elle arrive à faire croire

qu'elle est différente. Alors, ce n'est certainement pas en réservant le plat de l'espoir dans une gauche qui ne s'en prend ni aux licenciements, ni aux bas salaires, ni aux profits des capitalistes, qu'on fera reculer le vote FN et encore moins les idées réactionnaires.

D'autant plus que le FN n'a pas besoin d'être en place pour voir ses idées reprises par d'autres. La droite se délecte de discours racistes et sécuritaires. Le PS au pouvoir a pourchassé les travailleurs sans papiers, refusé d'accueillir les réfugiés et il a même voulu jeter

l'opprobre sur les immigrés en s'attaquant à ceux qui ont la double nationalité, avant de reculer. Mélenchon et le PC jouent sur le même terrain nationaliste que Le Pen, rendant l'Europe responsable des attaques contre les travailleurs, au lieu de dénoncer clairement les capitalistes français.

Il faut combattre ces idées réactionnaires et dangereuses en leur opposant la seule perspective de changement pour les travailleurs; celui qu'ils imposeront par leurs luttes et leur organisation. Et c'est en votant Nathalie Arthaud que l'on peut le formuler dans cette

## Réunions publiques

### Le Mans

Judi 2 mars  
à 20 heures  
Salle Henri Barbin  
Boulevard  
Jean-Jacques-Rousseau

### Rouen

Vendredi 3 mars  
à 19 heures  
La Halle aux Toiles  
Place de la Basse-Vieille-  
Tour

### Nancy

Samedi 4 mars  
à 16 heures  
Centre Prouvé  
Place de la République

### Beauvais

Dimanche 5 mars  
à 12 heures  
Espace Argentine  
15, rue du Morvan

### Grenoble

Mercredi 8 mars  
à 19 heures  
Alpexpo  
Avenue d'Innsbruck

### Limoges

Vendredi 10 mars  
Salle du Mast-Jambost  
ZUP de l'Aurence

## Meeting Paris

### Dimanche 26 mars

à 15 heures

### Dock Pullman

Avenue des Magasins Généraux

### Saint-Denis

### Aubervilliers

Métro : Front-Populaire (ligne 12)



# États-Unis : Trump, des discours aux actes

Mardi 28 février, dans son discours devant l'ensemble du Congrès américain, Donald Trump n'a pas joué les va-t-en-guerre contre le monde entier. Bien au contraire, il ne s'est pas écarté d'un discours proclamant : « L'Amérique se porte mieux quand il n'y a pas de conflits », « Nous voulons la paix, partout où elle peut être trouvée. » Il dit « respecter le droit de toutes les nations de choisir leur propre voie » et « tirer les leçons du passé ». Il affirme même que les États-Unis ont dépensé 3 000 milliards de dollars au Moyen-Orient et qu'avec cet argent « on aurait pu reconstruire notre pays, deux fois et peut-être trois fois, si le pays avait eu des dirigeants capables de négocier des accords ».

Mais, la veille de ce

discours, il a donné ses instructions aux différents ministères pour préparer le budget qu'il présentera au Congrès. C'est le budget militaire, déjà très important puisqu'il est de plus de 600 milliards de dollars et absorbe 4 % de la richesse nationale, que Trump propose d'augmenter de plus de 50 milliards, soit de quelque 9 % ! Ces milliards, ce sont les autres ministères qui sont priés de les trouver, en prenant sur les programmes sociaux de lutte contre la pauvreté, sur l'aide internationale, et tout particulièrement sur le ministère de l'Environnement qui est prié d'économiser le quart de son budget !

Non seulement ces dizaines de milliards ne vont pas contribuer à reconstruire le pays, mais ils vont

contribuer à l'augmentation de la pollution, comme celle des eaux destinées à la population.

Et si cette masse de

matériel moderne dont Trump veut faire cadeau à l'armée ne se transforme pas en engins de destruction massive, elle aura tout

de même servi à gaver de profits les gros industriels de l'armement. Et c'est bien là le but.

**Dominique Chablis**

## Encore une bavure policière qui ne sera pas jugée

L'officier de police de Chicago qui avait abattu un jeune de 19 ans ainsi qu'une voisine, à Chicago le 26 décembre 2015, ne sera pas poursuivi en justice. Ainsi en a décidé le 10 février le procureur, estimant qu'il n'est pas prouvé que le policier n'avait pas le droit de faire usage de son arme.

Le jeune étudiant de 19 ans, victime de troubles psychiatriques, avait appelé plusieurs fois la police

en disant que quelqu'un voulait le tuer. Il a ouvert au policier en brandissant une batte de baseball et le policier l'a immédiatement abattu, ainsi qu'une voisine qui se trouvait là. Mais, comme la légitime défense est invoquée pour justifier le meurtre du jeune, on ne peut pas accuser de crime le policier qui a du même coup tué la voisine !

Le policier explique son geste par le fait que

l'attitude du jeune l'a traumatisé émotionnellement et il reconnaît implicitement que sa réaction a été pour le moins inappropriée, car il a porté plainte contre la municipalité pour... formation inadéquate !

Après quelques mois de mutation dans un poste administratif, le policier a été remis à son poste sur le terrain. Circulez : il n'y a rien à voir...

**D.C.**

## IL Y A 100 ANS

# France - 1917 : la colère contre la guerre

**En 1917, après trois années d'une guerre horrible, le mécontentement montait dans tous les pays, sur les fronts comme à l'arrière. En France, des mutineries eurent lieu sur le front. Mais à l'arrière aussi des grèves commencèrent à éclater.**

En France, comme dans tous les pays belligérants, les industries avaient accru considérablement leurs activités, et ce d'autant plus que l'État finançait les nouvelles installations des Citroën, Renault, Schneider et autres fournisseurs indispensables des armées. Le nombre d'ouvriers s'en trouva également grossi, tout particulièrement dans les usines liées à l'armement et aux besoins des troupes, comme la métallurgie ou le secteur de l'habillement. Des ouvrières y avaient été embauchées massivement, ainsi que des travailleurs coloniaux ou étrangers, que les patrons avaient fait venir de tous les continents, y compris de Chine, avec le concours du gouvernement.

En août 1914, la classe ouvrière avait été désarmée politiquement par la trahison des dirigeants de la CGT et des socialistes de la SFIO qui, comme leurs homologues de toute l'Europe, s'étaient ralliés à la guerre. Une discipline de caserne pesait également de tout son poids sur le pays. Si nombre d'ouvriers avaient finalement été mobilisés dans les usines sur le « front de la production » en raison de la

pénurie de main-d'œuvre qualifiée, ils pouvaient à tout moment être renvoyés vers les tranchées, et donc vers la mort, pour fait de grève, ou être traduits devant un conseil de guerre.

Le gouvernement, le patronat et la presse ne manquaient donc pas d'opposer dans leur propagande l'arrière – non pas les bourgeois, mais les ouvriers présentés comme des embusqués – et les combattants, les poilus qui, eux, risquaient leur vie à tout instant.

Mais, à partir de 1917, en même temps que l'agitation et le mécontentement s'étendaient peu à peu dans les unités du front, la classe ouvrière commença à redresser la tête. On dénombra cette année-là 293 000 grévistes et 696 grèves, contre 41 000 grévistes et 315 grèves l'année précédente.

Ces grèves éclatèrent dès le mois de janvier, puis entre mai et juillet, séparées par un 1<sup>er</sup> mai qui, pour la première fois depuis le déclenchement de la guerre, revêtit une certaine ampleur. Les femmes, dont les salaires étaient inférieurs d'un

tiers à ceux des hommes, furent aux avant-postes de ce combat.

En raison de la flambée des prix, les bas salaires étaient à l'origine de la plupart de ces mouvements. Ainsi, le lait était passé de 30 à 50 centimes le litre, la douzaine de choux de trois à six francs en quelques mois. Dans le même temps, l'État instaura des journées sans viande, le pain et le sucre furent rationnés. Il n'était pas rare non plus dans les familles ouvrières de subir quotidiennement des coupures de gaz et d'électricité.

Les travailleurs mirent aussi à l'ordre du jour la semaine anglaise sur cinq jours, que la CGT avait placée en tête de ses revendications lors de son congrès de 1912. Les premières grèves ouvertement politiques éclatèrent enfin. Ainsi, le 1<sup>er</sup> mai 1917, à Vienne dans l'Isère, à l'appel de la CGT, une assemblée de 700 ouvrières et ouvriers prit position contre la guerre et vota une motion de soutien à la révolution russe, qui avait éclaté en février. En pleine guerre, et en raison du contrôle de plus en plus serré de l'État sur la production et l'alimentation, tout mouvement revendicatif prenait nécessairement un caractère politique.

La répression fut à la hauteur de ce premier assaut ouvrier et de la peur



Manifestation des ouvrières (les "midinettes") en mai 1917 à Paris.



Ouvrières dans une usine d'obus.

qu'il inspira au gouvernement. Ainsi, des troupes furent positionnées aux portes de Paris pour prévenir tout mouvement d'ampleur. Puis des centaines de militants ouvriers furent arrêtés et déférés devant les conseils de guerre, d'autres furent expédiés au front ou enfermés dans un camp.

C'est à ce prix que la

bourgeoisie française réussit à faire refluer les mouvements de grève, tandis que sur le front les généraux faisaient fusiller pour l'exemple des dizaines de mutins. Mais ce n'était encore qu'une première manifestation, en France, d'une révolte qui montait dans toute l'Europe.

**Pierre Delage**



## Israël : permis de tuer ?

**En mars 2016, un soldat franco-israélien de 19 ans avait achevé d'une balle dans la tête à Hébron, en Cisjordanie occupée, un Palestinien qui venait de tenter une attaque au couteau et qui, atteint par balles, gisait au sol, désarmé. Filmé par un passant, le soldat avait été déféré devant un tribunal militaire.**

Début janvier dernier, celui-ci l'a déclaré coupable d'homicide volontaire, le procureur réclamant à son encontre trois ou cinq ans de prison ferme. Le 21 février, la peine définitive a été prononcée : la présidente de la

cour, une colonelle, jugeant que le soldat n'était pas en situation de légitime défense, l'a condamné à 18 mois de prison ferme. Elle a déclaré en effet avoir pris en compte, comme circonstances atténuantes, le fait que Hébron

soit « située en zone hostile » ainsi que « les souffrances endurées par la famille »... du soldat.

À la tête d'un gouvernement de droite et d'extrême droite comportant les leaders ultranationalistes Bennett ou Lieberman, le Premier ministre Netanyahu n'a cessé depuis près d'un an de se déclarer solidaire du geste barbare du soldat.

À présent, en soutien aux manifestants de la droite antipalestinienne qui devant le

tribunal réclamaient sa libération immédiate, Netanyahu a souhaité qu'il bénéficie de la grâce présidentielle.

La clémence de la justice israélienne contraste avec la sévérité des peines dont sont accablés des gamins palestiniens lanceurs de pierres. Ainsi, en mars 2016, sept garçons de 13 à 17 ans avaient écopé de 12 à 39 mois ferme pour avoir jeté des cailloux sur des voitures israéliennes à Jérusalem-Est.

Et surtout, en continuant

de plus belle la politique de colonisation dans les territoires occupés, en violant ouvertement les droits des Palestiniens, en traitant les Arabes israéliens (20% de la population) comme des citoyens de seconde zone, le pouvoir israélien, Netanyahu en tête, entretient un état de guerre permanent dont la population, palestinienne comme israélienne, est en définitive la victime.

Viviane Lafont

## Égypte : prêt du FMI, attaques redoublées contre la population

**La Grande-Bretagne vient de se porter garante pour 150 millions de dollars, dans le cadre du plan d'aide de 12 milliards du FMI obtenu par le gouvernement égyptien en novembre dernier.**

Ce prêt est censé aider le pouvoir égyptien à faire face à la crise monétaire vécue par le pays, qui s'est traduite, en novembre 2016, par la décision de laisser flotter la livre égyptienne, à la demande des grandes puissances financières. La monnaie égyptienne a alors perdu 50% de sa valeur, ce qui a entraîné une explosion des prix de certains produits importés, dont le sucre qui

a augmenté de 80%, le blé, l'essence ou le coton.

Les milliards promis par le FMI et la Banque mondiale, dont une partie a déjà été versée, s'accompagnent en outre, comme toujours, de l'obligation de mener de prétendues réformes, comme la réduction des subventions d'État sur l'électricité et le carburant. Le poids à supporter par la population est évidemment lourd, d'autant plus que

la moitié des 90 millions d'Égyptiens vivent sous le seuil de pauvreté. L'électricité, qui connaît des baisses de tension et des coupures, a augmenté d'un tiers en quelques mois. Pour les petits paysans indépendants, c'est l'engrais, fabriqué à partir de matières premières importées, qui a augmenté de 50%. Depuis début 2017, une TVA longtemps retardée s'applique sur de nombreux produits, hors produits de première nécessité comme le pain, qui reste subventionné pour les plus modestes.

Début février, une grève a touché cinq

établissements de la Misr Spinning and Weaving Company, la plus grande usine textile étatique de Mahalla-al-Kubra, dans le delta du Nil. Deux mille ouvriers et ouvrières y ont arrêté le travail pour réclamer le paiement de leurs primes en retard, l'intégration de leur prime mensuelle de 220 livres égyptiennes (LE) dans le salaire (environ 1 500 LE par mois pour ceux qui ont un contrat, soit quelque 90 euros), l'augmentation de leur prime quotidienne de panier de 7 à 10 LE, en raison de l'inflation et du programme d'austérité mis en

place par le gouvernement. Les grévistes ont également exigé l'arrêt des poursuites contre les cinq représentantes désignées pour porter les revendications.

Les autorités semblent au demeurant craindre d'autres manifestations du mécontentement ouvrier, tant elles sont promptes à déployer les forces de police, au moindre signe de rassemblement. Mais la politique du bâton, Sissi le sait, comme Morsi et Moubarak avant lui, ne nourrit pas et ne fait pas toujours taire les mécontentements.

V. L.

## Italie : esclavage des champs

**Dans la région de Bari, dans le sud de l'Italie, six personnes ont été arrêtées jeudi 23 février. C'est l'aboutissement d'une enquête ouverte après le décès d'une ouvrière, littéralement morte de fatigue le 13 juillet 2015, alors qu'elle travaillait dans les vignes d'une entreprise agricole.**

Le cœur de Paola Clemente a lâché lors d'une journée de travail ordinaire, sous un soleil de plomb, pour 2 euros de l'heure. Sa mort est venue rappeler les conditions scandaleuses de vie et de travail dans les exploitations agricoles, sous le régime du *caporalato*, grâce auquel les propriétaires de domaines agricoles chargent des intermédiaires, les *caporali*, de recruter et de surveiller leur main-d'œuvre, pour des paies misérables, voire inexistantes. Plusieurs scandales avaient déjà éclaté, montrant les conditions proches de l'esclavage faites à des milliers d'immigrés contraints de faire des journées de 15 heures dans les champs de tomates au moment de la récolte, logés dans des baraquements insalubres, enfermés, et peu payés ou pas payés du tout.

Pour éviter le fléau du *caporalato*, les autorités insistaient depuis 2011 pour que le travail dans les campagnes soit confié à des agences de recrutement. Qu'à cela ne tienne, les anciens *caporali* ont mis une cravate et sont devenus directeurs d'agences d'intérim, à l'image de celui d'Infor Group, qui avait recruté Paola Clemente et employait 600 autres ouvrières agricoles.

Sur le papier, tout était en ordre, les ouvrières payées au tarif horaire en vigueur de 7 euros. Un salaire déjà insuffisant, qui était en réalité divisé par trois, puisqu'une ouvrière ayant effectué 200 heures dans le mois se voyait remettre un bulletin de paye pour 50 à 70 heures. Le tout accompagné de pressions et de menaces. « Dans la région, il n'y a pas de travail. Nous



Ouvriers agricoles sous le régime du *caporalato*.

nous endormions en parlant, tellement nous étions fatiguées, mais c'était ça ou rien », témoignait l'une des ouvrières travaillant aux côtés de Paola.

Depuis la mort de l'ouvrière, une loi contre le *caporalato* a été votée, qui encourage à dénoncer cette pratique et promet d'en

indemniser les victimes. Cela permettra au moins à ceux des ouvriers dont les papiers sont en règle de prétendre aux indemnités légales. Quant aux donneurs d'ordres, ces entreprises agricoles dont les tonnes de fruits et de légumes sont récoltées à des prix défiant toute concurrence grâce au

*caporalato* et qui jouent les innocentes, la loi les incite à adhérer à un réseau du travail agricole de qualité. « Il faudra se battre pour nos droits, pour honorer la mémoire de Paola », disait l'une des ouvrières agricoles. C'est bien la seule façon de combattre l'exploitation.

Nadia Cantale



## Assurance-chômage : le patronat ne veut rien lâcher

Les confédérations syndicales et le patronat vont de nouveau se livrer en mars à une série de négociations censées déboucher sur une nouvelle convention d'assurance-chômage. Le Medef vient déjà de communiquer son projet.

S'il fait mine d'accepter cette fois de discuter des contrats courts, pierre d'achoppement de la précédente négociation, il s'agit seulement « d'incitation sectorielle de modération » dans l'usage de ces contrats. Les contrats de moins d'un mois ont en effet explosé en 2016, plus de 4 millions ayant été conclus chaque trimestre. Parmi les CDD, qui représentent désormais 85 % des contrats d'embauche, les contrats de plus en plus brefs, pour remplacer un salarié absent par exemple, sont fréquents et se transforment rarement en un contrat plus long, encore moins en CDI. Pour Gattaz, il n'est pas question de taxer les contrats courts.

Le patronat, par la voix du Medef, ne se contente

pas de s'en prendre aux plus précaires. L'attaque porte aussi sur les chômeurs seniors qui, entre 50 et 57 ans, verraient la durée maximum d'indemnisation réduite de 36 à 24 mois.

Les droits des chômeurs les plus précaires, les moins susceptibles de trouver un emploi durable, sont visés par un patronat arrogant et qui se sent en position de force, au point que Gattaz menace une fois de plus de laisser à l'État la responsabilité de l'indemnisation de 2,5 millions de chômeurs, sur les 6 millions inscrits à Pôle-emploi. Un comble : qui sont les responsables du chômage, si ce n'est les capitalistes qui suppriment les emplois pour faire grimper les dividendes ?

Viviane Lafont

## Sécu : la fraude XXL des patrons

La Caisse nationale d'allocations familiales vient de publier des chiffres sur la fraude aux allocations familiales : en 2016, 275 millions d'euros auraient été versés indûment, soit moins de 0,5 % des 70 milliards d'euros versés au total, et cela concernerait 0,36 % des bénéficiaires. C'est extrêmement peu, mais cela n'empêche pas beaucoup de politiciens de droite et d'extrême droite d'en faire un de leurs thèmes favoris.

Les mêmes politiciens, si virulents quand il s'agit de

dénoncer les plus pauvres, se montrent bien plus discrets sur les fraudes patronales à la Sécurité sociale, estimées, elles, à une vingtaine de milliards par an, plus que le trou de la Sécu. Sans oublier la fraude fiscale, qui occasionnerait un manque à gagner de plus de soixante milliards d'euros pour les finances publiques.

Autrement dit, la fraude qui coûte cher à la société, c'est celle des riches et des patrons !

André Victor

## Saint-Dier-d'Auvergne : 900 euros, la vie d'un bûcheron

Le 3 juillet 2015, un bûcheron de 26 ans était tué au travail, par la chute subite d'un peuplier, à Saint-Dier-d'Auvergne dans le Puy-de-Dôme.

Le gérant de la société forestière, qui n'était pas lui-même bûcheron, donnait ses consignes oralement, sans fournir les éléments techniques nécessaires à la connaissance des risques présentés par chaque chantier. Le tribunal correctionnel de Clermont-Ferrand

a jugé que ce gérant ainsi que l'entreprise n'étaient pas coupables d'homicide involontaire.

Le patron a seulement été condamné pour non-respect des règles de sécurité et non-conformité dans l'organisation du chantier, à trois amendes de 300 euros, avec sursis ! Il pourra même continuer à diriger l'entreprise.

Correspondant LO

## Vallée de l'Arve : la pollution en plan



Fin février, à moins d'une journée d'écart, Laurent Wauquiez, président de la région Auvergne-Rhône Alpes, et Ségolène Royal, ministre de l'Environnement, en visite à Chamonix, ont chacun dégainé leurs plans, pour, selon Wauquiez, « inverser la courbe de la pollution dans la vallée d'ici 2018 ».

Le président de région promet d'augmenter de 50 % le trafic de fret ferroviaire dans les trois ans. Quant à la ministre, elle veut remplacer 8 000 cheminées en deux ans. Décidément, les périodes électorales sont propices aux grandes envolées, surtout dans une vallée dont la population a massivement manifesté sa colère cet

hiver, contre l'inaction des autorités face à ce qui est devenu un enjeu majeur de santé publique.

Certes, la région promet une enveloppe de 45 millions d'euros et l'État 15 millions complémentaires. Mais, comme d'habitude, au-delà des effets d'annonce, il est bien difficile de faire le tri entre ce qui était déjà programmé et les nouveaux moyens. Mais surtout, à quoi et à qui iront ces aides ? Pour l'une d'elles, c'est d'ores et déjà très clair : 3,5 millions d'euros iront... à quatre entreprises par le biais du Fonds air industrie, pour qu'elles réduisent leurs émissions.

La région prévoit également d'inciter au report du transport par camions

sur le fret ferroviaire. À cet effet, 10 millions seraient mis sur un projet de nouvelle plate-forme ferroviaire. Mais, face à tout un système économique basé sur les flux tendus, que valent les incitations, à part pour les entreprises qui reçoivent aides et commandes publiques ?

Ce basculement de la route vers le rail sera l'un des thèmes d'une énième conférence sur la dépollution des vallées, en avril prochain à Chambéry. On risque fort de s'en tenir, encore une fois, aux traditionnels beaux discours, alors que depuis des décennies tous les gouvernements ont tout fait pour démolir le fret ferroviaire.

Bruno Deslandes

## Se soigner, c'est du sport

À partir du 1<sup>er</sup> mars, les patients en longue maladie pourront se faire prescrire par leur médecin traitant « une activité physique adaptée à leur pathologie, à leurs capacités physiques et à leur risque médical ». Des médecins se réjouissent de voir les bénéficiaires de la pratique d'une activité physique reconnus, pour des patients en rémission de cancers ou atteints de

maladies chroniques invalidantes, de diabète, etc.

Le hic, c'est que le sport prescrit sur ordonnance n'est pas synonyme de prise en charge par la Sécurité sociale. Car, en matière de financement, rien n'est prévu. Les malades qui en ont les moyens pourront bénéficier d'une pratique sportive adaptée. Ceux qui habitent des villes bien équipées dans le domaine

du sport et de la santé auront peut-être droit à une prise en charge partielle par la mairie. Les autres en seront écartés. Le sport thérapeutique, dont les médecins soulignent les bienfaits pour l'état physique et moral des malades, rejoint les médicaments dits de confort et met en évidence l'inégalité d'accès aux soins.

Nadia Cantale

## Metaleurop : exploitateur-pollueur

En 2003, Metaleurop fermait à Noyelles-Godault dans le Pas-de-Calais. Les 830 travailleurs se sont battus pendant des années contre leur licenciement, et ensuite pour obtenir des indemnités. Depuis, beaucoup n'ont connu que le chômage.

Metaleurop n'a pas seulement répandu la misère : il a aussi gravement pollué les sols, notamment

au plomb et au cadmium, avec des taux largement supérieurs au maximum autorisé. L'Agence régionale de la santé demande désormais à 3 000 voisins de se faire dépister, car le cadmium dans certaines conditions peut attaquer les reins et les os.

L'actionnaire principal de Metaleurop était le groupe suisse Glencore, propriété du milliardaire

Max Rich.

Ce patron est bien à l'image de nombreux capitalistes : sa fortune s'est construite sur l'exploitation des hommes et la destruction de la nature. Ce sont les travailleurs de l'usine et des alentours qui continuent à en payer le prix fort, jusqu'à risquer leur santé.

E.P.



# PSA : les sacrifices pour les ouvriers, les bénéfices pour les actionnaires

Le trust automobile PSA a fait 2,15 milliards d'euros de bénéfices pour l'année 2016. C'est presque le double par rapport à 2015 et c'est un record historique. Ces bénéfices ne sont pas dus à un accroissement du marché. Le groupe a vendu trois millions de véhicules. En 2012, il en vendait 2,97 millions et présentait la situation comme catastrophique. Ces milliards qui vont aller grossir la fortune des actionnaires, dont les principaux, la famille Peugeot, viennent tout droit de l'exploitation accrue des travailleurs du groupe.

Il y a trois ans, pour justifier la fermeture de l'usine d'Aulnay, la direction de PSA présentait à tous des comptes en déficit, racontant même à qui voulait la croire que le groupe était au bord de la faillite. Par miracle, le discours est aujourd'hui radicalement différent. Non seulement les bénéfices sont

énormes mais la dette a été remboursée et le groupe possède plus de 8 milliards d'euros de liquidités. Et PSA parle d'acheter Opel pour, semble-t-il, 2 milliards d'euros. Ces sommes gigantesques ont été produites par les ouvriers sur les chaînes de montage. Et dans des conditions pires chaque jour.



Débrayage à PSA - Poissy en octobre 2016.

Depuis 2013, deux accords de compétitivité ont imposé des sacrifices aux travailleurs en échange de la promesse de ne pas fermer d'usine. Mais dans la réalité, sans fermer d'usine, le groupe a quand même supprimé en France 17 000 emplois CDI en trois ans, soit l'équivalent de cinq usines comme Aulnay. Pendant ce temps, la production a augmenté de 860 000 à 1 million de véhicules par an. C'est dire à quel point les cadences ont augmenté, rendant le travail de plus en plus pénible. Les samedis obligatoires et les heures supplémentaires

gratuites pleuvent sur tous.

Et les fruits de ces sacrifices sont allés uniquement dans la poche des actionnaires. Depuis mars 2012, les salaires sont bloqués dans le groupe à cause des accords de compétitivité. Cette année, ils vont augmenter de 0,8%, soit 13 euros par mois pour un salaire de 1 600 euros net. Même avec une prime de 2 000 euros, on reste très très loin du compte. L'ensemble des mesures salariales a été estimé seulement à environ 25 millions d'euros. À titre de comparaison, la rémunération annuelle des quatre principaux directeurs,

dont le PDG Carlos Tavares, se chiffrent à 12 millions d'euros. Mais ce n'est rien comparé aux 55 millions d'euros de dividende que la famille Peugeot va se faire payer en mai prochain.

Les travailleurs font les comptes et, entre les dizaines de millions pour la famille Peugeot, les milliards pour racheter Opel, ils se rendent bien compte que les caisses débordent d'argent. Alors, pour en finir avec les bas salaires et les surcharges de travail qui explosent, il faudra des mobilisations pour faire reculer les patrons.

Correspondant LO

## Renault-Cléon : comité d'accueil pour Hollande

En visite dans la région de Rouen le vendredi 24 février, Hollande a fait un détour à l'usine Renault de Cléon. Il voulait, selon ses dires, démontrer que « la France est un pays d'excellence. Le progrès est ici, pour que la France tienne son rang. »

Depuis mercredi, soit deux jours avant sa visite, le parcours que Hollande et le directeur allaient emprunter était d'une propreté jamais vue. Même les vitres, à travers lesquelles on ne voyait plus depuis bien longtemps, étaient d'une transparence sans égal. Les sols, d'habitude glissants du fait des fuites quotidiennes d'huile hydraulique, sur lesquels marchent les ouvriers étaient d'une propreté étonnante.

La direction avait sorti son grand jeu et formulé d'amples paroles : « L'usine reçoit le plus haut représentant de la République française. Soyons fiers de présenter notre usine à la France. »

Mais des travailleurs et des militants de la CGT, ayant d'autres propos à tenir à Hollande et sur un autre ton, l'ont apostrophé en brandissant leurs pancartes et en clamant leurs slogans.

Ils réclamaient l'embauche des travailleurs intérimaires, majoritaires dans les ateliers. Les intérimaires

sont aujourd'hui près de 1 800, sur les 3 200 embauchés sur l'ensemble du site.

Ils lui ont rappelé que les accords de compétitivité, les suppressions massives d'emplois, le blocage des salaires, se sont partout faits avec l'assentiment du gouvernement. Ils lui ont reproché d'avoir été complice durant cinq ans de la direction de Renault, dont le seul but était de voir les bénéfices du groupe exploser, tout comme le salaire du PDG Carlos Ghosn. Ils lui ont crié leur écœurement face à la montée inexorable du chômage, qui devait baisser selon ses promesses de 2012.

La loi travail, à laquelle de nombreux travailleurs s'étaient opposés au printemps dernier, lui a été verbalement reprochée.

À l'opposé des propos de la direction, les travailleurs avaient pour leur part conscience qu'ils étaient opposés au plus haut représentant du patronat.

Correspondant LO

## Air France : et ce sont eux qui gèlent les salaires du personnel !

Les salaires des membres de la direction d'Air France se sont envolés en 2016. Selon le bilan social et les comptes sociaux qui avaient été communiqués aux élus du personnel, la rémunération des membres du comité exécutif aurait augmenté de 41 % en un an.

Et ce sont ces gens-là qui gèlent les embauches et les salaires, qui créent Boost, une compagnie à bas coûts et surtout à salaires réduits : 40 % en moins

pour ceux des hôtes et des stewards !

Devant l'émotion justifiée que provoquaient ces chiffres ahurissants, la direction d'Air France a publié un communiqué parlant d'une erreur comptable. La hausse de la rémunération des membres de son comité exécutif n'aurait plus été de 41 % en 2016, mais de 17,6 %. Pour elle, ce chiffre serait normal. Et si un autre est apparu, ce serait dû, selon les explications alambiquées

de son communiqué, à une mauvaise présentation des comptes sociaux.

Une chose est sûre en tout cas : de quelque façon qu'on les présente ou qu'on les calcule, les salaires des dizaines de milliers de travailleurs de la compagnie ont été gelés depuis cinq ans par ces mêmes dirigeants, aux petits soins pour les actionnaires... et pour leur propre fiche de paie.

Correspondant LO

## L'État fait dans l'assistanat... au patronat

La direction d'Air France vient de publier son bilan social 2016. En le parcourant, on découvre notamment que, l'an dernier, l'État a versé 48,6 millions d'euros à la compagnie aérienne au titre du CICE.

Si l'on rappelle ce qu'est censé signifier ce sigle - crédit impôt compétitivité emploi - on verra qu'Air France a donc touché un joli pactole, tout en supprimant des emplois, encore en 2016 : plusieurs centaines, en l'occurrence au titre de PDV, les si mal nommés plans de

départs volontaires.

Quant à la somme encaissée par Air France, un rapide calcul montre que, si elle avait vraiment été attribuée pour défendre l'emploi, elle aurait permis d'en créer plus d'un millier, à 2 000 euros par mois, cotisations sociales incluses.

En réalité, et c'est la direction d'Air France qui le précise dans son bilan social, cela lui a permis d'accroître ses marges, donc ses bénéfices. Ils ont d'ailleurs été plus élevés qu'attendu et d'un niveau tel que la

Bourse vient de saluer la chose en faisant décoller le cours de l'action Air France.

Les actionnaires ont de quoi se frotter les mains, les boursicoteurs aussi. Ce qui ne les empêchera pas, eux, les médias et les politiciens qui leur sont tous dévoués, de présenter et dénoncer comme des assistés les travailleurs qui cherchent un emploi et qui, dans ce cas, auraient dû en trouver un à Air France, si l'argent qui lui a été versé n'avait servi à tout autre chose.

Correspondant LO



## Finances publiques – Paris : grève au ménage

**Les travailleurs qui font le ménage dans le site des Finances publiques du 11<sup>e</sup> arrondissement de Paris, rue Cavaignac, sont en grève depuis le lundi 20 février. Ils demandent la réintégration dans leur équipe d'une de leurs collègues qui y travaille depuis 2009.**

La société Novasol, qui a repris le marché du ménage sur ce site, n'a pas voulu garder cette employée sous prétexte que ses papiers n'auraient pas été en règle. Or cette travailleuse, qui était en attente de la délivrance de son titre de séjour, vient de le récupérer ainsi que l'autorisation de travail. Ses collègues avaient averti Novasol qu'ils ne la laisseraient pas tomber, et c'est ce qu'ils ont fait.

Novasol n'est pas seul à agir ainsi. En fait, toutes les sociétés qui ont repris le marché du nettoyage début 2017 sur les sites des Finances publiques de Paris tentent de réduire le personnel, pour gagner sur la masse salariale. La loi les oblige à garder tous les salariés avec leur ancienneté et autres droits antérieurs. Depuis leur arrivée, les deux sociétés qui ont pris la suite de TFN, qui avait eu le marché pendant trois

ans, ont tenté diverses manœuvres pour reprendre les quelques avantages acquis dans les grèves et diminuer les effectifs.

La direction générale des Finances publiques de Paris (DGFIP) non seulement couvre les méthodes de ces entreprises prestataires mais cherche directement à supprimer le personnel de ménage. Ainsi rue Réaumur, où se trouve la direction régionale, deux personnes assuraient le nettoyage en plus du personnel prestataire. Elles viennent de partir en retraite et n'ont pas été remplacées, ce qui oblige les travailleurs du ménage de la société VDS à assurer ce



travail supplémentaire.

En 2015 déjà, des travailleurs de ces sociétés prestataires avaient mené avec succès une grève de deux mois pour obtenir plus d'heures de travail et donc un meilleur salaire, l'amélioration des conditions de travail, etc. À ce jour, les travailleurs du ménage continuent la grève, tant que leur

collègue ne sera pas réintégré. Depuis le 27 février, ils ont été rejoints par trois collègues travaillant sur le site du 17<sup>e</sup> arrondissement.

Malgré la précarité et la difficulté des conditions de travail, la solidarité s'organise, avec le soutien des agents des Finances publiques.

**Correspondant LO**

## Safran-Snecma – Corbeil : les travailleurs réclament leur part

**À l'usine Safran-Snecma de Corbeil, les négociations salariales durent depuis des semaines. La direction ne lâchant rien, l'intersyndicale a fini par proposer de faire du vendredi 24 février une « journée morte » ou « journée sans effort ».**

Cette formulation vague évitait de parler de grève ou même de simple débrayage, mots censés effrayer les nombreux ingénieurs et techniciens du site (qui comporte 3 500 salariés dont 900 ouvriers), parmi lesquels beaucoup d'embauchés récents. En fait, cela a contrarié tous ceux qui étaient impatients d'exprimer leur volonté de

bousculer le train-train de ces négociations et qui étaient décidés à exiger, cette année, une augmentation salariale significative pour tous.

Sans attendre le vendredi, dès le mardi 21 au soir l'équipe de nuit s'est lancée. Les grévistes ont décidé de se regrouper pour se compter, et ils ont constaté que ce premier

rassemblement improvisé réunissait 80 % de l'équipe. Encouragés autant que surpris, après un tour d'usine, ils ont décidé de se retrouver en fin de poste pour accueillir leurs collègues du matin et leur demander de faire la même chose. Finalement, jusqu'au vendredi, les équipes se sont relayées sur le même rythme, en démentant à chaque fois tous les pronostics de retour au calme. Trois à quatre cent personnes ont fait monter l'ambiance, pour aboutir à un vendredi bien mobilisé et bruyant, dans une usine

pavoisée de banderoles et pancartes revendicatives, car l'équipe de nuit n'avait pas ménagé ses efforts pour la déco. Résultat : le vendredi 24 fut tout sauf mort ! Et le mardi 28, les débrayages recommençaient à chaque prise d'équipe.

Il faut dire que la direction l'a bien cherché. Depuis des années, elle lâche des augmentations au ras des pâquerettes. Cette année encore, elle ne veut accorder que 18 euros par mois minimum, soit 0,6 % d'augmentation générale. Pourtant, le groupe Safran

et les usines Snecma se portent très bien. Les résultats financiers de 2016 font encore apparaître des bénéfices record. Les dividendes versés aux actionnaires augmentent encore de 10 % cette année. Le groupe fait régulièrement la une de la presse économique en multipliant les opérations spéculatives, ventes de filiales et rachat d'entreprises.

Mais cette année, les travailleurs de Corbeil l'ont averti qu'il ne lui sera pas facile de faire accepter une augmentation minable.

**Correspondant LO**

## Usines Automotive et Cyclam – Amiens : menace de fermeture

Une centaine d'ouvrières travaillent encore dans les deux usines contiguës d'Amiens. Elles sont inquiètes : les directions multiplient les déclarations concernant la revente des bâtiments à une grande enseigne de supermarchés et alimentent les rumeurs de licenciements.

Ces deux usines sont implantées sur le site de

l'ancienne entreprise Magneti Marelli, qui comptait 1 200 salariés dans les années 1990, qui a fermé en 2001 et dont une petite partie des salariés et des activités, celles des compteurs automobiles, avaient été repris par Cyclam et Automotive.

Ces ouvrières auront enrichi pendant plusieurs décennies la famille du

millionnaire italien Agnelli (Magneti Marelli était une filiale de Fiat), puis les actionnaires des repreneurs, avant d'être peut-être bientôt jetées à la rue.

C'est dans ces fortunes accumulées qu'il faut puiser pour trouver l'argent nécessaire afin de maintenir l'emploi et le gain-pain de toutes !

**Correspondant LO**

## Politique climatique : ça rapporte

Climaxion, c'est le nom de la structure créée par l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) et la région Grand-Est, officiellement dans le but d'accompagner les entreprises dans le sens d'une

transition énergétique...

Mais c'est en réalité surtout une occasion de plus, donnée aux capitalistes de la région, d'augmenter leurs profits grâce à l'argent public.

Le montant total des aides que Climaxion

pourra verser s'élève à 25 millions d'euros par an. « Une opportunité de croissance » commente Richert, le président de la région. Une croissance des profits, oui !

**P.C.**

## Legrand – Limoges : patron voleur et menteur

Le 23 février dernier, les salariés de Legrand ont débrayé pour exiger de vraies augmentations de salaire et rétablir la vérité sur les annonces faites par la direction quelques jours avant. Celle-ci se félicitait dans la presse locale d'une augmentation de 1,9 % des salaires et de la perspective de 150 à 300 emplois supplémentaires d'ici 2019.

En réalité, Legrand ne propose que 0,7 % d'augmentation générale, le reste étant composé d'augmentations et de primes individuelles, alors que

pour les actionnaires ce sera 4,5 % de dividendes en plus. Quant aux embauches, elles sont loin de combler les départs en retraite. En 2016, ce sont ainsi 59 emplois qui ont été supprimés.

Pourtant, ce n'est pas l'argent qui manque : en neuf ans, les dividendes ont augmenté de 180 %. Ce n'est pas non plus le travail qui manque : l'an dernier, l'entreprise a eu recours à 200 000 heures de travail en intérim, soit l'équivalent de 133 temps pleins !

**Correspondant LO**



# Entre pouvoir bourgeois et pouvoir ouvrier

Entre le 23 février et le 27 février 1917 (du 8 au 12 mars selon notre calendrier), la détermination de la classe ouvrière de Petrograd mobilisée dans la rue avait forcé le tsar à l'abdication. Les travailleurs ne reconnaissent désormais qu'un seul pouvoir : celui du soviét, l'assemblée représentative des masses en lutte. Le paradoxe est que c'est ce soviét lui-même qui, en ces premiers jours de la révolution de Février, transmet le pouvoir à un gouvernement provisoire ne représentant que la bourgeoisie. Trotsky décrit ainsi ce paradoxe dans son *Histoire de la révolution russe*.

« La première séance du soviét fut fixée dès le soir [du 27 février]. (...) Des délégués des régiments soulevés vinrent à la séance exprimer leurs félicitations. Dans ce nombre, il y avait des soldats tout à fait incultes, comme contusionnés par l'insurrection et qui tournaient difficilement leur langue dans leur bouche. Mais eux précisément trouvaient des mots dont aucun tribun ne se fût avisé. Ce fut une des scènes les plus pathétiques d'une révolution qui venait de sentir sa force, le réveil des masses innombrables, l'immensité des tâches à accomplir, l'orgueil de ses succès, une joyeuse palpitation de cœur à la pensée d'un lendemain qui devait être encore plus radieux que cette journée. (...) »

À dater du moment où il s'est constitué, le soviét,

par le truchement de son comité exécutif, commence à agir en tant que pouvoir gouvernemental. Il élit une commission provisoire pour les approvisionnements et la charge de s'occuper d'une façon générale des besoins des insurgés et de la garnison. (...) Les ouvriers, les soldats et bientôt les paysans ne s'adresseront plus désormais qu'au soviét, qui devient, à leurs yeux, le point de concentration de tous les espoirs et de tous les pouvoirs, l'incarnation même de la révolution.

(...) Que le pouvoir, dès la première heure, appartint au soviét, les membres de la Douma [l'Assemblée des députés] pouvaient se permettre à ce sujet moins d'illusions que personne. » Selon le témoignage d'un député, « le soviét prit possession de tous les bureaux



Une réunion du soviét de Petrograd.

de poste et de télégraphe, de toutes les gares de Petrograd, de toutes les imprimeries, de sorte que, sans sa permission, il eût été impossible d'expédier un télégramme, ou bien de quitter Petrograd, ou bien d'imprimer un manifeste. »

« Comment, en de telles circonstances, les libéraux se trouverent-ils au pouvoir ? demande Trotsky. C'est que les socialistes qui se trouvaient à la tête du soviét estimaient chose toute naturelle que le pouvoir passât à la bourgeoisie. (...) Le soir du 1<sup>er</sup> mars, les délégués du comité exécutif se rendirent à la séance du comité de la Douma pour discuter des conditions

dans lesquelles le nouveau gouvernement serait soutenu par les soviets. Leur programme passait complètement sous silence les problèmes de la guerre, de la proclamation de la république, de la répartition des terres, de la journée de huit heures, et n'aboutissait qu'à une seule et unique revendication : celle de la liberté d'agitation pour les partis de gauche. Bel exemple de désintéressement pour les peuples et les siècles : des socialistes qui avaient dans les mains la totalité du pouvoir, et de qui il dépendait complètement d'accorder ou de refuser à d'autres la liberté d'agitation, cédaient le pouvoir à leurs « ennemis de

classe » sous condition que ceux-ci leur promettaient... la liberté d'agitation ! (...) »

Ayant accordé leur confiance aux socialistes, les ouvriers et les soldats se virent, d'une façon imprévue pour eux-mêmes, politiquement expropriés. Ils en étaient déconcertés, s'alarmaient, mais ne trouvaient pas aussitôt l'issue. (...) Le prolétaire et le paysan votaient pour le menchevik et le socialiste-révolutionnaire, non comme pour des conciliateurs, mais comme pour des ennemis du tsar, du propriétaire et du capitaliste. Mais, en votant pour ces derniers, ils établirent une cloison entre eux-mêmes et leurs objectifs. »

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),  
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Rotos-Presses Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal mars 2017.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

## Versez à la souscription de Lutte ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: Association de financement du parti Lutte

ouvrière, en les envoyant à l'adresse suivante: Lutte ouvrière, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à

une réduction d'impôt de 200 €, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.



### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à  Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code Postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris  
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

### Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org  
www.union-communiste.org  
contact@lutte-ouvriere.org

### Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

### Pour les malvoyants

www.lutte-ouvriere-audio.org



# Malnutrition, guerres : enfants en danger, profiteurs protégés

L'Unicef vient de lancer son appel annuel pour mobiliser des fonds afin de venir en aide aux enfants menacés de malnutrition dans le monde.

Cette année, cet organisme qui dépend des Nations unies met en avant le fait qu'« environ 7,5 millions d'enfants seront exposés à la malnutrition aiguë sévère, dont près d'un demi-million dans le nord-est du Nigeria et au Yémen ». Il souhaite également pouvoir venir en aide aux enfants des familles fuyant la guerre en Syrie.

Les autres objectifs de l'Unicef pour 2017 relèvent du minimum humanitaire : garantir à plus de 19 millions de personnes un accès à l'eau salubre ; garantir à 9,2 millions d'enfants un enseignement élémentaire, formel ou non formel ; vacciner 8,3 millions d'enfants



Le Yémen en guerre.

contre la rougeole ; apporter un appui psychosocial à plus de deux millions d'enfants. Cela en dit long sur la misère qui règne sur cette planète soumise aux intérêts des capitalistes et des puissances impérialistes.

Pour avoir une chance d'apporter cette aide à 48 millions d'enfants, l'Unicef supplie les États de bien vouloir contribuer

pour un total de 3,3 milliards de dollars.

Rien qu'en France, l'industrie militaire a vendu, l'an dernier, des armements pour une somme plus de six fois supérieure, qui ont en partie contribué au déchaînement des guerres dont sont victimes ces enfants. Ce qui fait la fierté du gouvernement...

Lucien Déroit

# Aquaculture : petit poison deviendra grand



DARKNOISE

L'aquaculture représente évidemment un progrès. On aurait pu se dire que cette technique permettrait de nourrir l'humanité correctement, sans les risques de la pêche au large, danger pour les marins depuis toujours et menace pour la ressource en poissons sauvages depuis l'industrialisation de la pêche.

Mais l'aquaculture a grandi avec les possibilités de son époque : les saumons sont encore plus tassés que les poulets en batterie et encore plus gavés d'antibiotiques que les veaux élevés sous la seringue. L'industrie est concentrée au point que le seul Marine Harvest produit et commercialise 30% des saumons et des truites de la planète. Les géants de l'élevage mettent désormais en service des cages de 250 000 mètres cubes, contenant 10 000 tonnes de saumons, et des bateaux-fermes enfermant deux millions de poissons

vivants. Les rejets de ces fermes marines géantes, déjections, nourriture, médicaments, pesticides, sont emportés par les flots. Le nettoyage est certes automatique et peu coûteux, mais la pollution est assurée. Il suffit d'observer quelques jours un aquarium d'appartement sans le nettoyer pour avoir une idée de ce que produisent 10 000 saumons vivant les uns sur les autres.

En 2016, au Chili, deuxième producteur aquacole mondial, une maladie s'est développée dans un élevage. 100 000 tonnes de saumons morts, bourrés de médicaments, ont été jetées à la mer. Cela a généré une pollution décimant les espèces sauvages et ruinant des milliers de pêcheurs et de ramasseurs de coquillages de la région.

De plus, une étude récente vient de démontrer que nombre de ces poissons d'élevage sont nourris avec de la farine de poisson... sauvage. D'énormes

bateaux chalutent et des usines transforment en farine un quart de tout le poisson pêché dans l'océan. 90% de cette pêche pourrait nourrir directement des êtres humains. Ainsi, au large des côtes d'Amérique du Sud, on pêche trois fois plus pour engraisser les saumons de Marine Harvest et des autres que pour les besoins de la population. En outre, la surpêche de petits poissons, sardines, harengs, anchois, pour les transformer en farine, détruit un maillon de la chaîne alimentaire, menaçant ainsi les espèces suivantes.

Les océans sont vidés et pollués, les consommateurs risquent l'empoisonnement, les pêcheurs côtiers sont ruinés, les populations les plus pauvres sont privées de poisson. Sous l'aiguillon de la course au profit, la promesse de l'aquaculture se transforme en malédiction.

Paul Galois

# Espagne : l'électricité sous la coupe des capitalistes

En Espagne, l'hiver a été marqué pour les familles populaires par une dramatique hausse des tarifs de l'électricité, atteignant plus 10 à 20%. Les écarts sont dus aux sources d'énergie, à leur utilisation et à la compagnie qui la fournit.

La production et la distribution d'énergie, indispensables à l'activité économique et à la vie quotidienne, sont en effet totalement aux mains de grandes sociétés privées. Ces hausses de prix se répartissent à leur tour sur les prix de nombreux produits de première nécessité, qui augmentent à leur tour, et obligent de nombreuses familles à renoncer à se chauffer et à s'éclairer normalement.

Cet hiver, dans de nombreuses villes, des centaines de milliers de familles ont subi le froid et l'obscurité. Les premiers touchés ont été les chômeurs, les précaires, les personnes âgées et les malades. Au point que l'exemple d'une femme âgée, morte dans un incendie parce qu'elle s'éclairait à la bougie, est devenu le symbole de cette situation. Les grandes sociétés capitalistes de production et de distribution de l'électricité se disputent le marché.

Elles se sont développées en étroite coopération avec les dirigeants politiques des régimes qui se sont succédés ces quarante dernières années, en liaison avec les grandes banques.

Ainsi, un ancien ministre du Parti populaire (le PP), Angel Acebes, est aujourd'hui membre du conseil d'administration de Iberdrola, numéro un dans le secteur électrique. José Maria Aznar, ex-président du gouvernement, est au sommet de la société Endesa. Felipe Gonzalez, ex-secrétaire général du PSOE et ex-président du gouvernement, est conseiller de Gas Natural Fenosa. Josep Borell, ex-ministre PSOE, est conseiller indépendant de Abengoa. Voilà le vrai visage de ce qu'on nous présente comme une facette d'un prétendu redressement de l'Espagne, où il y aurait un peu moins de chômage.

Henriette Mauthey

## Lisez la revue **Lutte de classe** revue mensuelle de l'Union communiste internationaliste

**Au sommaire du n°182 (mars 2017) :**

- Contre les partis de la bourgeoisie, lever le drapeau rouge des travailleurs
- Trump : après une campagne démagogique, une politique dirigée contre les travailleurs
- Vers le déclenchement du processus du Brexit
- Crimée, Donbass : une impasse sanglante



- Syrie : la politique cynique et brutale de l'impérialisme
- La « stagnation séculaire » ou l'âge sénile du capitalisme
- La révolution russe de février 1917. Le début d'une formidable mobilisation qui allait porter le prolétariat au pouvoir

Parution : jeudi 2 mars - Prix : 2,50 euros  
Envoi contre cinq timbres à 0,73 euro.